

# Le Panorama de presse quotidien de la Région Hauts-de-France



Réalisé par le service Presse de la  
Direction de l'Information et de l'Accueil

---

## 26 & 27 novembre 2016

---



*Ce Panorama de presse est constitué d'une sélection d'articles issus des presses quotidiennes nationales et régionales Nord Pas de Calais - Picardie, classés par thème.*

Pour tout complément d'information :

Direction de l'Information et de l'Accueil  
Service Presse  
Poste (4)6741, (4)6742, (4)6744  
[Panoramapresse@nordpasdecalspicardie.fr](mailto:Panoramapresse@nordpasdecalspicardie.fr)  
151 Avenue du Président Hoover - Lille



# SOMMAIRE

---

---

## P - EMPLOI ET DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

(4 articles)

---

---

**L'union**

samedi 26 novembre  
2016

**Sa mission: booster la région en 18 mois** (605 mots)

C'est une mission difficile mais ô combien essentielle qui a été confiée à Philippe Vasseur, ancien ministre de l'Agricultu...

Page 10

**L'union**

samedi 26 novembre  
2016

**à savoir** (88 mots)

à savoir Philippe Vasseur a été nommé commissaire spécial pour la revitalisation et la réindustrialisation des Hauts-de-Fr...

Page 11

**L'AISNE  
NOUVELLE**

samedi 26 novembre  
2016

**Le chômage a baissé de près de 2% en un an dans l'Aisne**

(274 mots)

Les mois se suivent et se ressemblent dans le département. Même si la tendance est un peu moins, le chômage diminue de 0,3%...

Page 12

**LA VOIX DU NORD**

dimanche 27 novembre  
2016

**L'arrivée d'Entyrecycle sur l'ancien site d'Arc International se confirme** (341 mots)

PAR RAPHAËLLE REMANDE ET SIMON CAENEN hazebrouck@lavoixdunord.fr BLARINGHEM. En 2010, cela avait été un flop: l'installatio...

Page 13

---

---

## VP1 - SOLIDARITÉS AVEC LES TERRITOIRES, CONTRAT DE PLAN ETAT-RÉGIO..

(3 articles)

---

---

**Courrier  
picard**

samedi 26 novembre  
2016

**Dans les secrets du mystérieux SCOT** (449 mots)

Lors de chaque conseil communautaire, qui rassemble les représentants de chaque commune, des termes qui semblent barbares s...

Page 15

**Courrier  
picard**

samedi 26 novembre  
2016

**Un projet complet et précis pour le territoire** (164 mots)

Un projet complet et précis pour le territoire Dans son projet, le SCOT du Pays Santerre Haute Somme a travaillé sur trois ...

Page 16

**Courrier  
picard**

dimanche 27 novembre  
2016

**Trop peu de jeunes picards profitent d'Erasmus** (305 mots)

Ils sont treize jeunes de nationalité allemande, autrichienne, chypriote, danoise, estonienne, hongroise, hollandaise, finl...

Page 17

---

---

## VP2 - TRANSPORTS, INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT...

(5 articles)

---

---

**LA VOIX DU NORD**

samedi 26 novembre  
2016

### À trois minutes près, la fusion de deux TGV s'est muée en suppression (541 mots)

Page 19

Par Hubert Féret arras@lavoixdunord.fr ARRAS. Tout était bien qui finissait bien. C'est le sentiment qui prévalait le mardi...

**LA VOIX DU NORD**

dimanche 27 novembre  
2016

### Transport fluvial: «Un regain de compétitivité majeur pour Dunkerque» (300 mots)

Page 20

PAR OLIVIER DUFOURG dunkerque@lavoixdunord.fr DUNKERQUE. Jusqu'ici, tous les opérateurs fluviaux français devaient supporte...

**L'union**

samedi 26 novembre  
2016

### Un petit pont pour Vermand, un grand pas pour ses habitants

(640 mots)

Page 21

Ils sont là bien avant la coupure du ruban tricolore. Au pied de la passerelle, vendredi 25 novembre, avec ce petit air fra...

**L'union**

dimanche 27 novembre  
2016

### Cet été, les touristes étaient au rendez-vous (536 mots)

Page 22

Alors que la plupart des départements affichent un bilan négatif de la saison touristique estivale, dans l'Aisne, les chiff...

**L'union**

dimanche 27 novembre  
2016

### Pas bon dans les Ardennes, ni dans la Marne (226 mots)

Page 23

Pas bon dans les Ardennes, ni dans la Marne Les Ardennes affichent, elles, de mauvaises statistiques avec 3,3% de nuitées e...

---

---

## VP4 - DÉVELOPPEMENT DURABLE, TRI, TRANSITION ÉNERGÉTIQUE...

(6 articles)

---

---

**LA VOIX DU NORD**

dimanche 27 novembre  
2016

### Comment le Zéro déchet est devenu la vitrine de Roubaix

(542 mots)

Page 25

PAR CHARLES-OLIVIER BOURGEOT cobourgeot@lavoixdunord.fr 1En 2014, une proposition discrète Mars 2014. Dans le programme de ...

**LA VOIX DU NORD**

dimanche 27 novembre  
2016

### De 500€ à 185€ de courses par mois (335 mots)

Page 26

Elle fait partie des meilleures ambassadrices de Roubaix pour le Zéro déchet. Depuis plus d'un an, la ville propose réguliè...

**LA VOIX DU NORD**

dimanche 27 novembre  
2016

### « On a réussi un sans-faute » (285 mots)

Page 27

Quand on l'interroge sur les raisons de l'engouement pour le Zéro déchet, Jérôme Dumont, le directeur de la communication d...

**Amiens, capitale du stockage de l'énergie** (330 mots)

Il s'appelle «Energiea». Il a été inauguré hier lors d'un colloque où il était question de batterie lithium-ion, d'interfac...

Page 28

**Si les déchets créaient de la richesse et de l'emploi?** (941 mots)

Sébastien Manscourt, vous avez eu une idée il y a plusieurs mois. Vous voulez faire de la croissance verte. Quel est votre ...

Page 29

**Une enquête publique pour un projet de parc éolien offshore...  
face aux Pays-Bas** (385 mots)

par jean-philippe delattre calais@lavoixdunord.fr calais. 1Le projet La société britannique Scottish Power Renewables pré...

Page 30

---

---

**VP5 - MER ET PORTS, POLITIQUE DU LITTORAL**

(2 articles)

**Quotas de pêche 2017: les propositions de la commission  
inquiètent** (280 mots)

PAR ROMAIN DOUCHIN boulogne@lavoixdunord.fr BOULOGNE-SUR-MER. 1  
Conseil pêche les 12 et 13 décembre La quantité de poissons...

Page 32

**Le problème du bar** (212 mots)

Le bar n'est pas une espèce sous quota. Son stock souffre. La commission veut taper fort et n'autoriser que les prises acce...

Page 33

---

---

**VP7 - AGRICULTURE, AGROALIMENTAIRE**

(3 articles)

**Quand les élèves se réconcilient avec leurs assiettes** (396 mots)

Le projet est dans les cartons depuis au moins un an: «Ça fait partie des points du programme de Xavier Bertrand, précise F...

Page 35

**Les séculaires chambres d'agriculture doivent se réformer ou  
mourir** (831 mots)

AGRICULTURE Face à une crise sans précédent, les chambres d'agriculture semblent assister, impuissantes, au spectacl...

Page 36

**L'exemple symptomatique du Loir-et-Cher** (951 mots)

RURALITÉ La carte de la proximité ! C'est ce qu'a tenté de jouer la chambre d'agriculture du Loir-et-Cher après les ...

Page 38

---

---

VP8 - CULTURE  
(10 articles)

---

---

- LA VOIX DU NORD**  
dimanche 27 novembre 2016
- Lille accueille le 10 décembre les États généraux de la culture** (387 mots) Page 40  
par Jean-Marie Duhamel [jmduhamel@lavoixdunord.fr](mailto:jmduhamel@lavoixdunord.fr) LILLE. «Nous lançons les États généraux de la culture.» Ce titre prend la ...
- LA VOIX DU NORD**  
dimanche 27 novembre 2016
- Marseille** (74 mots) Page 41  
Les débats, au MuCEM (musée des Civilisations de l'Europe et de la Méditerranée, ouvert en juin 2013) ont eu lieu hier avec...
- LA VOIX DU NORD**  
dimanche 27 novembre 2016
- Paris** (84 mots) Page 42  
C'est la scène du Centquatre qui accueillera les États généraux le 3 décembre. Une marraine, la comédienne Rachida Brakni, ...
- LA VOIX DU NORD**  
dimanche 27 novembre 2016
- Question d'âme** (189 mots) Page 43  
Question d'âme «Ouvrir en grand la boîte à idées.» La démarche de nos confrères de Télérama a l'immense mérite de faire se ...
- LA VOIX DU NORD**  
dimanche 27 novembre 2016
- Le Cambrésis lance son offensive sur le tourisme de Mémoire** (460 mots) Page 44  
par Valérie Lancel [cambrai@lavoixdunord.fr](mailto:cambrai@lavoixdunord.fr) CAMBRÉSIS. Le tourisme de mémoire faisait déjà l'objet de toutes les attentions ...
- LA VOIX DU NORD**  
dimanche 27 novembre 2016
- George Foot, soldat première classe, «esprit joyeux»** (336 mots) Page 45  
Il n'a pas été facile d'identifier les hommes du char Deborah. D'ailleurs, deux d'entre eux restent encore inconnus. De lon...
- LA VOIX DU NORD**  
dimanche 27 novembre 2016
- Les villages et leurs plus beaux atours** (164 mots) Page 46  
Cantaing- sur-Escout. Située sur l'itinéraire du circuit qui sera proposé par l'office de tourisme du Cambrésis (lire en pa...
- LA VOIX DU NORD**  
dimanche 27 novembre 2016
- «S'unir pour porter un projet»** (180 mots) Page 47  
Dans le cadre de la visite découverte proposée aux élus, Jean-Pascal Lerouge (notre photo), président de l'office de touris...
-   
dimanche 27 novembre 2016
- Un musée dédié à la mémoire des déportés et des résistants de la Somme** (729 mots) Page 48  
Depuis la seconde guerre mondiale et plus précisément depuis juillet 1944, Arlette Massoulle, une habitante de Rosières-en-...
-   
dimanche 27 novembre 2016
- Des finances qui se font désirer** (353 mots) Page 49  
Des finances qui se font désirer L'association du Centre de la mémoire et de l'histoire de la résistance et de la départati...

---

---

## VP9 - FORMATION ET RELATIONS AVEC LES ENTREPRISES

(4 articles)

---

---

**Le Monde**

dimanche 27 novembre  
2016

**La patronne qui secoue Hollande et soutient Fillon** (1248 mots)

Personne ne croyait au candidat Les Républicains (LR) François Fillon parmi les grands élus de la région des Hauts-de-Franc...

Page 51

**Le Monde**

dimanche 27 novembre  
2016

**Le secteur de l'intérim veut peser dans le débat sur l'emploi**

(1003 mots)

Confier à une agence d'intérim la gestion du contrat de travail d'un chauffeur Uber ou d'un livreur à vélo Deliveroo, afin ...

Page 53

**LA VOIX DU NORD**

dimanche 27 novembre  
2016

**Innocold: le premier institut français du froid est Dunkerquois**

(405 mots)

PAR OLIVIER DUFOURG dunkerque@lavoixdunord.fr DUNKERQUE. Qui dit terminal méthanier dit gaz naturel liquéfié (GNL). Avant d...

Page 55

**LA VOIX DU NORD**

dimanche 27 novembre  
2016

**Méthanier: où en sont les essais?** (193 mots)

Sans terminal méthanier, pas de projet Innocold (lire ci-dessus). Si tout va bien, l'installation sera prête à accueillir u...

Page 56

---

---

## VP10 - ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, RECHERCHE, UNIVERSITÉS

(1 article)

---

---

**LA VOIX DU NORD**

dimanche 27 novembre  
2016

**Un labo où universitaires et entreprises respirent une atmosphère de recherche** (338 mots)

PAR LAURENT LEYS dunkerque@lavoixdunord.fr DUNKERQUE. Une cuve pour la fermentation du vin? Un sous-marin à la Jules Verne?...

Page 58

---

---

## VP12 - RÉNOVATION URBAINE, LOGEMENT, INNOVATION NUMÉRIQUE...

(1 article)

---

---

**LA VOIX DU NORD**

samedi 26 novembre  
2016

**Développement urbain: la majorité propose, l'opposition s'interroge** (430 mots)

par renovatain bruay@lavoixdunord.fr houdain. Acronymes, désaccords et développement urbain. Tel fut le menu du conseil mun...

Page 60

---

---

## VP13 - JEUNESSE ET SPORTS

(3 articles)

---

---



samedi 26 novembre  
2016

### Piscine: la Région prend date (386 mots)

La Région des Hauts de France versera-t-elle, oui ou non, les 4,7 millions d'euros qu'espère le Pays noyonnais pour mener à...

Page 62



samedi 26 novembre  
2016

### Affaire du Grand Stade: la Métropole de Lille mise en examen

(408 mots)

PAR BENJAMIN DUTHOIT et julien lecuyer (avec l. W.) region@lavoixdunord.fr métropole lilloise. Coup de tonnerre dans l'affa...

Page 63



samedi 26 novembre  
2016

### «Il y a des gens aux manettes» (278 mots)

Éric Darques, à l'origine de la plainte pour favoritisme, attend désormais que les donneurs d'ordre soient mis en examen. -...

Page 64

---

---

## VP15 - SANTÉ

(1 article)

---

---



samedi 26 novembre  
2016

### Comment attirer les médecins dans les zones rurales? (451 mots)

PAR HÉLÈNE LANCIAL boulogne@lavoixdunord.fr BOULONNAIS. 1Parler autrement du problème L'attire des grandes villes, celui d...

Page 66

---

---

## POLITIQUE RÉGIONALE

(1 article)

---

---



dimanche 27 novembre  
2016

### Frédéric Chéreau, la voix du PS au niveau régional (263 mots)

Hauts-de-France. Il y a presque un an, devant la menace du Front national, le Parti socialiste se retirait au soir du premi...

Page 68

---

---

## POLITIQUE NATIONALE

(6 articles)

---

---



dimanche 27 novembre  
2016

### Martine Aubry inaugure son «carrefour» avec priorité à gauche! (508 mots)

Par Hervé FAVRE hfavre@lavoixdunord.fr Bondy. Se réunir dans une ville en Seine-Saint-Denis, c'est tendance, se réunir dans...

Page 70

### Valls : "Je prendrai ma décision en conscience" (1033 mots)

INTERVIEW - Face au "doute" et au "désarroi" qui minent la majorité, le Premier ministre Manuel Valls accentue la pression sur François Hollande. Il n'exc...

Page 71

### macron séduit sans convaincre forcément (496 mots)

Des personnes curieuses ou exaspérées par le paysage politique actuel, mais pas encore totalement convaincues. C'était le p...

Page 74

### La recette du bœuf à la broche (339 mots)

Pas facile de voler la vedette à Jacky Lebrun le truculent patron de la CCI-Picardie... Même quand on s'appelle Emmanuel Ma...

Page 75

### Benjamin Vanardois, nouveau relais dunkerquois d'Emmanuel Macron (174 mots)

DUNKERQUE. C'est pour « reprendre goût à la politique et sortir des traditionnels carcans des partis » que Benjamin Vanardois...

Page 76

### « Pour réussir l'unité, il faudra faire des gestes » (1178 mots)

Il espère rester à la tête du parti au lendemain de la primaire. Et presse le candidat élu ce soir de « rassembler ». La primaire s'achève. Etes-vous s...

Page 77

---

## VIE DES RÉGIONS

(1 article)

---

### Révolution ferroviaire en France, la Normandie reprend la gestion de lignes nationales (760 mots)

L'air de rien, il s'agit d'une date dans l'histoire du rail français. Jeudi 24 novembre, Hervé Morin, président (UDI) de l...

Page 80

---

P - EMPLOI ET  
DÉVELOPPEMENT  
ÉCONOMIQUE

---

## Sa mission: booster la région en 18 mois

C'est une mission difficile mais ô combien essentielle qui a été confiée à Philippe Vasseur, ancien ministre de l'Agriculture (1995-1997). Nommé commissaire spécial pour la revitalisation et la réindustrialisation des Hauts-de-France, il est venu rencontrer les acteurs économiques de l'Aisne, hier à Laon. Son projet: aider les entreprises en place à se développer et accompagner celles qui souhaiteraient s'implanter dans la région. Dans cette lourde tâche, il peut compter sur une équipe de six personnes, mises à disposition par la chambre de commerce, l'État et la Région. «Mon but, ce n'est pas de revenir à l'industrie d'hier, mais de conforter ce qui existe et d'accueillir de nouvelles entreprises», explique-t-il. «Il y a trois mots-clés à retenir: faciliter, accélérer, coordonner. Si une entreprise a un problème, nous allons faire en sorte d'accélérer la procédure pour l'aider car nous pourrions nous adresser directement à tous les services de l'État», détaille-t-il. Je ne sais pas si nous créerons des centaines d'emplois, mais des dizaines d'emplois, c'est possible Philippe Vasseur Cette mission, unique en France et d'une durée expérimentale de dix-huit mois, visera principale-

ment les territoires les plus touchés. Le bassin d'emploi Chauny - Tergnier - La Fère, qui compte un taux de chômage particulièrement élevé (15,6%, contre 9,9% en France), est concerné. Hier, Philippe Vasseur a donc rencontré plusieurs entrepreneurs de ce territoire mais aussi du Laonnois. «Nous avons rencontré des entreprises qui ont des possibilités de développement mais qui ont besoin d'aide. Je ne sais pas si nous créerons des centaines d'emplois, mais des dizaines d'emplois, c'est possible», assure-t-il. Il compte aussi se concentrer sur la filière bois pour le secteur Chauny - Tergnier. «Il y a au moins une entreprise que l'on pourrait faire venir. Mais je n'ai pas de baguette magique!», avoue-t-il.

### Un fonds régional pour les entreprises fragilisées

Autre filière qu'il veut mettre en avant, celle de la méthanisation injectée. «Nous voulons faire des Hauts-de-France la première région d'Europe dans ce domaine. Cela concernera tous les départements de la région, avec des sites un peu partout», assure-t-il. Philippe Vasseur

compte bien aussi attirer les entreprises extérieures à s'implanter dans la région. Pour cela, il expérimente un nouvel outil: le contrat unique d'implantation. «Concrètement, quand une entreprise étrangère arrive en France, elle est souvent perplexe face à la complexité des démarches d'ici. Avec ce contrat, l'entreprise aura face à elle un interlocuteur pour l'accompagner dans son implantation. Dans ce contrat, nous prenons des engagements de délais et de réponse.» Mais il veut aussi rassurer les entreprises locales, et surtout les petites structures. «Toutes les entreprises sont concernées, nous accompagnerons autant les TPE de moins de dix salariés que les sociétés comptant des centaines de salariés.» Côté financement, il compte s'adresser aux fonds d'investissement, dont la Banque publique d'investissement. «Pour les entreprises fragiles pour lesquelles il est difficile d'investir, nous allons créer un fonds de consolidation avec le conseil régional.» De quoi redonner un peu d'espoir aux entrepreneurs. Reste que les dossiers risquent de vite se multiplier sur le bureau de Philippe Vasseur. Virginie Guennec ■



## à savoir

**À** savoir Philippe Vasseur a été nommé commissaire spécial pour la revitalisation et la réindustrialisation des Hauts-de-France en mai dernier, par le ministre de l'Économie et le président de la Région. Sa mission, d'une durée expérimentale de dix-huit mois, vise particulièrement les territoires les plus touchés. Le bassin d'emploi Chauny - Tergnier - La Fère fait partie des territoires prioritaires avec un taux de chômage de 15,6%, contre 9,9% au niveau national. ■



## Le chômage a baissé de près de 2% en un an dans l'Aisne

**L**es mois se suivent et se ressemblent dans le département. Même si la tendance est un peu moins, le chômage diminue de 0,3% dans l'Aisne fin octobre (sur un mois). Le nombre de personnes inscrites à Pôle emploi en catégorie A (personnes «n'ayant exercé aucune activité durant le dernier mois») est de 36909, soit 100 Axonais en moins sur les listes. Sur un an, la baisse est de 1,9% (730 personnes).

### En baisse aussi dans les Hauts-de-France

Dans les Hauts-de-France, l'amélioration est un peu plus marquée avec 374877 personnes en catégorie A fin octobre (-0,6% sur un mois et -3,3% sur un an). Sur le plan national, la baisse est de 0,3% sur un mois et de 2,8% sur un an. Pour les demandeurs d'emploi des catégories A, B et C, la plus représentative car comprenant des personnes «sans emploi ou qui exercent une activité ré-

duite mais en recherche d'emploi», le nombre baisse de 0,2% sur un mois dans l'Aisne et de 0,5% sur un an. Ce nombre s'établit à 55727 personnes à la fin octobre (104 de moins par rapport à septembre et 269 sur un an). Dans les Hauts-de-France, les chiffres sont également à la baisse pour cette catégorie A, B et C avec 573503 personnes inscrites fin octobre sur l'ensemble de la région (-0,4% sur un mois et -0,5% sur un an). ■



---

## L'arrivée d'Entyrecycle sur l'ancien site d'Arc International se confirme

**P**AR RAPHAËLLE REMANDE ET SIMON CAENEN hazebrouck@lavoixdunord.fr BLARINGHEM. En 2010, cela avait été un flop: l'installation de l'entreprise Entyrecycle à Blaringhem avait été annoncée en grande pompe, avant de tomber à l'eau. Mais cette fois, le projet semble se concrétiser: la nouvelle entreprise créée par le Britannique Alan Higginson va bientôt démarrer son activité sur 16 des 43hectares du site anciennement occupé par Arc International. La nouvelle avait été annoncée en mars par la communauté de communes de Flandre intérieure et l'agence Saint-Omer Flandre interface d'entreprises (SOFIE). Son arri-

vée est programmée au premier semestre de l'année 2017. «Il n'y a pas de report, témoigne Daniel Pecqueur, président de SOFIE, que nous avons contacté. La promesse de vente a été signée le 25octobre entre la CCFI et Entyrecycle.» Daniel Pecqueur indique également que des réunions sont prévues avec Pôle emploi. À la clé, 250emplois dans les trois ans. L'entreprise va recycler des pneus usagés. Ces derniers arriveront sur le site sous forme de poudre puis seront transformés. Pour ce projet qui s'élève au total à 26millions d'euros (le bâtiment coûte 10millions d'euros), la communauté de communes Flandre intérieure a voté une

subvention de 817000€. «Il faut être très vigilant sur cette histoire, a tiqué Stéphane Dieusaert, le maire d'Oxelaère, lors du dernier conseil communautaire. Il ne faut pas que ce soit quelqu'un comme celui qui avait lancé la première centrale solaire de Merville, qui avait empoché toutes les subventions puis était parti.» Jean-Pierre Bataille, président, a voulu le rassurer: «Nos subventions seront versées en même temps que celles du Département et de la Région, seulement quand les investissements seront faits et liées au nombre d'emplois. Nous avons pris nos précautions.» ■



---

**VP1 - SOLIDARITÉS AVEC  
LES TERRITOIRES, CONTRAT  
DE PLAN ETAT-RÉGIO..**

---

## Dans les secrets du mystérieux SCOT

Lors de chaque conseil communautaire, qui rassemble les représentants de chaque commune, des termes qui semblent barbares sont utilisés. Ils évoquent un SPANC, un PADD, un SCOT. Ils veulent parler du Service Public d'Assainissement Non Collectif, de Projet d'Aménagement et de Développement Durable, ou encore du Schéma de Cohérence Territoriale. Le SCOT donc, est géré par le Pays Santerre Haute Somme, qui regroupe les Communautés de communes de Haute-Somme, des Pays hamois et neslois, de Haute-Picardie et du Santerre. C'est un projet d'urbanisme commun à ces intercommunalités, destiné à les mettre au même niveau en matière d'économie, de logement, d'habitat, d'aménagement commercial, de mobilité, et d'aménagement paysagers. Parler d'un SCOT est déjà compliqué pour certains élus du ter-

ritoire, alors imaginez pour les habitants! Fort de ce constat, le Pays Santerre Haute Somme a proposé toute la semaine des réunions d'information et de présentation du SCOT à ses habitants. Réunions animées par Hélène Choquet, chargée de mission. «À partir d'un diagnostic et au regard des prévisions sur les évolutions des besoins du territoire, le SCOT fixe les orientations générales de l'organisation de l'espace. Pour un développement harmonieux et durable du territoire, le SCOT fixe les objectifs à atteindre dans les prochaines années». Dans le cas présent, il est question du territoire en 2030. Depuis 2012, les élus ont travaillé, planché pour établir ce SCOT, qui regroupe 148 communes et 70000 habitants. Il a été géré par un comité comprenant notamment les présidents du Pays et des intercommunalités ainsi que des élus référents et

l'État. Le projet définitif sera présenté le 14 décembre en comité syndical, mettant un terme à la deuxième phase. La troisième pourra alors être lancée. «Le SCOT va partir en consultation en février 2017 durant 2 mois, auprès de l'État, de la Région, du Département, et de diverses chambres consulaires, poursuit Hélène Choquet. À l'issue de ces deux mois, le document réalisé sera soumis à une enquête publique. Un commissaire enquêteur viendra relever les avis de la population avant de rendre son avis au Préfet. S'il le valide, le SCOT pourra être mis en application dès le mois de septembre 2017». VINCENT FOUQUET Tous les (nombreux) documents concernant le SCOT du Pays Santerre Haute Somme sont disponibles sur le site internet du pays: [www.payshautessomme.fr](http://www.payshautessomme.fr) ■



## Un projet complet et précis pour le territoire

**U**n projet complet et précis pour le territoire. Dans son projet, le SCOT du Pays Santerre Haute Somme a travaillé sur trois axes. Dans le premier, il prévoit d'améliorer la qualité de vie en rendant le territoire attractif, en répondant au besoin de logements, en facilitant les déplacements et en amenant des équipements et

services attractifs. Dans le deuxième, il souhaite dynamiser l'activité économique en profitant de la situation géographique, en soutenant les filières fortes et en dynamisant les secteurs en devenir, et en favorisant l'accès à l'emploi. Et bien sûr en profitant de la construction du canal. Enfin, troisième axe, il veut valoriser

les richesses naturelles paysagères en trouvant le bon équilibre avec l'agriculture. Il veut développer les réseaux sans dénaturer le paysage, en protégeant la biodiversité et en développant les énergies renouvelables. ■



## Trop peu de jeunes picards profitent d'Erasmus

Ils sont treize jeunes de nationalité allemande, autrichienne, chypriote, danoise, estonienne, hongroise, hollandaise, finlandaise, slovaque, slovène grecque, tchèque et italienne réunis autour d'une table place Marie Sans Chemise. Ils discutent ensemble et jouent de la guitare et de l'accordéon. L'image était on ne peut plus symbolique hier après-midi pour les responsables de la campagne «Mon Europe, Mon Quotidien», qui avaient installé un éphémère Café de l'Europe en plein cœur d'Amiens, pour profiter notamment de l'attrait du Marché de Noël. Après Saint-

Quentin, Valenciennes, Beauvais et Arras, c'était la 5e et dernière étape d'une manifestation destinée à rappeler, à l'aide de quiz ou d'un rallye dans la ville, que les investissements européens changent le quotidien de chacun. Et que les étudiants de la région peuvent, comme les 13 jeunes réunis autour de la table qui en font régulièrement la promotion dans les lycées, bénéficier pour voyager et étudier en Europe du dispositif Erasmus. «Or, les jeunes picards n'ont pas tellement la bougeotte et sont peu tentés par Erasmus alors que la région Hauts de France bénéficie de la plus grosse enveloppe de fonds euro-

péens..., se désolait Hedia Nasraoui, directrice du centre Europe direct d'Amiens, c'est d'autant plus dommage qu'ils peuvent, dans le cadre d'Erasmus, recevoir de nombreuses aides financières et ne rien déboursier. Leur billet d'avion aller-retour est payé, le loyer de leur location à l'étranger aussi. Ils peuvent même recevoir jusqu'à 350€ par mois à la fois pour manger et comme argent de poche...» Sans compter l'enrichissement intellectuel...  
THIERRY GRIOS ■



---

---

VP2 - TRANSPORTS,  
INFRASTRUCTURES DE  
TRANSPORT...

---

---

## À trois minutes près, la fusion de deux TGV s'est muée en suppression

Par Hubert Féret  
 arras@lavoixdunord.fr ARRAS.  
 Tout était bien qui finissait bien. C'est le sentiment qui prévalait le mardi 12 avril dernier, lorsque la direction régionale de la SNCF était venue (r)assurer les élus et les usagers des TGV quant au maintien (du moins jusqu'en 2018) d'une offre TGV à onze allers-retours quotidiens entre Arras et Paris.

### «Probant de la sournoiserie et du cynisme de la SNCF»

Un peu plus de sept mois plus tard, alors qu'il est depuis cette semaine possible de réserver des places dans les trains qui circuleront selon la nouvelle grille horaires (celle de 2017, entrant en service mi-décembre), Michel Castets, président du CUF, l'une des associations d'usagers, est cependant excédé. Il n'y a pourtant rien de bien nouveau sous le soleil, et la SNCF n'a pas changé d'avis, mais pour une histoire

de sémantique, et pour trois petites minutes, Michel Castets estime qu'on «a encore un probant symbole de la sournoiserie et du cynisme de la SNCF». Explications. En avril, on apprend donc de la bouche de Jacky Lion, patron régional de la SNCF, que le Paris-Arras de 18 h 22 est finalement sauvé, quand bien même faudra-t-il désormais l'appeler 18 h 37. Hip hip hip hurra! Et de profiter que tout le monde saute de joie pour annoncer en revanche le «glissement» de deux TGV du matin : à l'horizon 2017, les 7h46 (en provenance d'Hazebrouck) et 8h17 (Valenciennes) ne feront plus qu'un, avec un départ à 7h59. La SNCF avait beau parler de «glissement», donc, ou encore de «fusion», nous l'écrivions déjà, tandis que personne d'autre ne le relevait : il faut bien appeler un chat un chat, et il s'agissait purement et simplement de l'annonce de suppression d'un TGV ! Ce qui se confirme aujourd'hui très clairement selon Michel Castets, qui avait lui aussi émis quelques craintes en avril: «En voulant réserver le nouveau 7 h 59, je

me suis aperçu qu'il n'y avait en fait qu'un 7h 56. Ce qui signifie donc que la SNCF s'est bien fichue de nous, et qu'il y a bel et bien suppression de 8 h 17 ! C'est juste trois minutes et de la sémantique, ça ne change rien, mais c'est une question de respect. Même si je doute que ce mot ait encore de la valeur à la SNCF...»

### «Ça n'incite pas à venir s'installer à Arras»

Déplorant que les TGV risquent de se retrouver bondés, Michel Castets regrette par ailleurs qu'il n'y ait plus de TGV au départ d'Arras et à destination de Paris entre 7 h 56 et 11h 17. «Ça fait quand même long ! Et là encore, les retraités et les touristes qui seraient partis un peu plus tard vont venir piquer les places des travailleurs du matin ! En tout cas, ça n'est pas fait pour inciter des Parisiens à venir s'installer à Arras, je trouve.» ■



---

## Transport fluvial: «Un regain de compétitivité majeur pour Dunkerque»

**P**AR OLIVIER DUFOURG  
dunkerque@lavoixdunord.fr  
DUNKERQUE. Jusqu'ici, tous les opérateurs fluviaux français devaient supporter financièrement une partie de la manutention des conteneurs, alors que pour les autres modes, ce coût était assuré par les armateurs maritimes. À l'initiative d'Alain Vidalies, secrétaire d'État chargé des Transports, de la Mer, et de la Pêche, ce surcoût du mode fluvial, qui nuisait fortement à sa compétitivité, vient d'être supprimé grâce à un accord conclu avec les acteurs du port: opérateur du terminal, armateurs,

chargeurs et opérateurs multimodaux (Nord Ports Shuttle, Contargo North-France, le Groupe CMA CGM et ses filiales TdF et Terminal Link). Comme l'explique Alain Vidalies, «Dunkerque a été le premier port français à expérimenter, depuis près d'un an, une répartition uniforme de ce surcoût sur l'ensemble des conteneurs en transit du terminal. Cette surcharge n'est ainsi plus facturée aux seuls opérateurs fluviaux mais lissée auprès de l'ensemble des armateurs sur la base de l'intégralité de leurs trafics conteneurisés en entrée et sortie du terminal de Dunkerque.

Ce nouveau dispositif confère à Dunkerque un regain de compétitivité majeur et doit permettre le développement de notre économie portuaire nationale». Avec 2,9 millions de tonnes en 2015, le transport fluvial, plus respectueux de l'environnement, situe déjà Dunkerque à la première place des ports fluviaux de la région Hauts de France. Les pondéreux (charbon, minerais et céréales) demeurent prépondérants avec notamment plus de 1,3million de tonnes de céréales acheminées par voie d'eau sur les quais du port. ■



## Un petit pont pour Vermand, un grand pas pour ses habitants

**I**ls sont là bien avant la coupure du ruban tricolore. Au pied de la passerelle, vendredi 25 novembre, avec ce petit air frais qui caractérise le début de l'hiver, les huiles locales attendent patiemment. On y voit, petite surprise, le député européen Jérôme Lavrilleux, plutôt en forme, sourire aux lèvres. Même le directeur d'Habitat Saint-Quentinois, Marc Voisin, casquette sur la tête, est de la partie. La passerelle, bientôt inaugurée, fait le lien entre la cité de Vermand, propriété d'Habitat Saint-Quentinois, et les commerces, de l'autre côté de la Départementale 1029. «On ne pouvait pas faire moins», glisse-t-il, à propos du nettoyage. Des agents du bailleur social ont été priés de faire place nette avant que les officiels, partenaires et entreprises ayant pris part au chantier, ne viennent observer le travail réalisé. Comme les agents du service déchets et assimilés qui ont soigneusement préparé les lieux. Pas un papier recensé aux alentours de la passerelle. Ce sont les riverains qui vont être contents. «On nous disait: Personne ne l'emprunte. On a fait des calculs.» Frédérique Macarez, maire 16h35. Une rutilante Peugeot 308 s'arrête rue Marcel-Bugain. Le chauffeur

dépose le maire, Frédérique Macarez, et sa directrice de cabinet, Christelle Chabanne. De l'autre côté, via la passerelle, arrive Julien Dive, le tout jeune député de la deuxième circonscription, accompagné de son collaborateur, telle une groupie, qui suit à la trace son député pour le photographe et diffuser son travail sur les réseaux sociaux. Tout le monde est presque prêt: adjoints, députés et habitants du quartier, soit plus d'une cinquantaine de personnes au bas mot. Tant pis pour la sous-préfète, arrivée en retard, retenue par une réunion. Le ruban tricolore est coupé. Applaudissements. Frédérique Macarez s'avance vers deux fillettes à qui elle remet des morceaux bleu, blanc, rouge. Ça n'a pas l'air de leur faire plus plaisir. Des bonbons auraient peut-être été de meilleure facture. Passons. LA passerelle est inaugurée, longue vie à elle. Fini le temps de la désuétude, du manque de sécurité... «On nous disait: Personne ne l'emprunte, replace Frédérique Macarez, depuis le centre social du Vermandois où se sont tenus les discours, auxquels personne n'échappe. On a fait des calculs.» Alors, c'est bon à savoir, mais 300 personnes l'emprunteraient chaque jour, no-

tamment pour aller faire quelques courses. Car, cette passerelle, en vérité, cassait les pieds à pas mal de monde. Il était beaucoup plus simple de traverser la dangereuse D1029, «ex RN9», dicit une nostalgique Monique Ryo, vice-présidente de la région des Hauts-de-France, qui représente un Xavier Bertrand absent. «Il y en a encore deux, trois qui se permettent de...», appuie Frédérique Macarez, sans finir sa phrase. De traverser encore par la route. «On va remettre des barrières», promet le maire tout en enjoignant les riverains à se manifester auprès de ces «deux, trois» récalcitrants pour les inciter à emprunter la passerelle. Mais ils ne se rendent pas compte, enfin! Un si bel ouvrage à un million d'euros, financé à 60% TTC par l'Europe, la Région et le conseil départemental. Ne reste que 400000€ aux contribuables saint-quentinois. Le renouveau du quartier sera pratiquement achevé au début de l'année 2018 avec la Manufacture, la salle de spectacles, dont les travaux rentreront dans une nouvelle phase en janvier. Le quartier de Vermand n'aura plus à rougir. Il pourra être fier. GUILLAUME CARRE ■



## Cet été, les touristes étaient au rendez-vous

**A** lors que la plupart des départements affichent un bilan négatif de la saison touristique estivale, dans l'Aisne, les chiffres sont au beau fixe. Les données publiées cette semaine par l'Insee, en partenariat avec les comités régionaux du tourisme, indiquent en effet que près d'un million de nuitées ont été enregistrées de mai à septembre dans tous les types d'hébergements touristiques de l'Aisne. Cela correspond à une hausse de 3,2% par rapport à la même période de 2015 là où la tendance nationale marque une forte baisse (-2,5%). Le département est celui qui progresse le plus dans une région qui a été, cet été, à contre-courant du pessimisme ambiant. «Les Hauts-de-France font exception à la règle, la région est l'une des seules (avec la Corse!) à signer une progression de 1,8%, se félicitent les responsables du tourisme régional. La tendance se vérifie avec les nuitées étrangères, en baisse de 5,5% en France et en hausse de 4,5% dans les Hauts-de-France. Une amélioration qui place la région en seconde position en termes de progression de la clientèle étrangère et en fait l'une

des régions les plus dynamiques du pays.» «Grâce à cette bonne dynamique et à notre volonté de développer davantage le secteur touristique en Hauts-de-France, la Région s'installe durablement sur le marché du tourisme» se réjouit Frédéric Leturque, président des Comités régionaux du tourisme Nord-Pas-de-Calais et Picardie. Le patron du syndicat des hôteliers et restaurateurs de l'Aisne, Jean-Marie Serre, se veut également positif. «D'autant plus que l'année 2017 devrait être encore meilleure avec les commémorations autour de la bataille du Chemin des Dames». Pour exemple, dans la Meuse, où l'on a célébré en 2016 le centenaire de la bataille de Verdun, le nombre de nuitées a progressé de 13,7% durant la période estivale.

### Une forte concurrence des locations de particuliers à particuliers

Malgré cette belle tendance à la hausse, Jean-Marie Serre note

quelques disparités selon les secteurs. «Les établissements hôteliers familiaux ont un peu moins bien travaillé tout comme les restaurateurs qui ont eu un ticket moyen moins important que l'année dernière. L'hôtellerie de plein air (camping) se porte, en revanche, bien. Nous n'avons, par ailleurs, pas senti de conséquences particulières par rapport aux attentats. S'il y a eu à un moment une baisse de fréquentation, cela a surtout été dû à la météo qui n'a pas été bonne la première quinzaine de juillet.» Le professionnel axonais pointe également la forte concurrence des locations de particuliers à particuliers. «Même si les chiffres globaux pour la saison estivale sont bons, ce type de location nous pose malgré tout des soucis, notamment sur les séjours plus courts.» De quoi laisser une marge de progression pour l'année prochaine! Grégoire Amir-Tahmasseb ■



## Pas bon dans les Ardennes, ni dans la Marne

**P**as bon dans les Ardennes, ni dans la Marne Les Ardennes affichent, elles, de mauvaises statistiques avec 3,3% de nuitées en moins, cet été. En cause, le mauvais temps de début juillet, les impacts de l'attentat de Nice mais surtout une raison conjoncturelle. En septembre 2015, il y avait en effet, dans le département, le festival international des marionnettes. Cette manifestation, qui se déroule tous les deux ans

et qui n'a donc pas eu lieu cette année, draine des milliers de personnes. Rien que sur le mois de septembre 2016, on a ainsi enregistré près de 4000nuitées en moins dans les hôtels ardennais. Sans cela, la tendance aurait sans doute été positive. La Marne affiche aussi de mauvaises statistiques avec 2,7% de nuitées en moins durant la période estivale. Point positif cependant, et contrairement à la tendance nationale, la clientèle

étrangère a progressé dans le département durant cette période et plus globalement depuis le début de l'année. Sur les neuf premiers mois 2016, la Marne enregistre ainsi une progression de 8,1% dans l'hôtellerie traditionnelle avec +12,9% chez les Britanniques, +7,8% de nuitées chez les Belges, et +4,7% chez les Allemands. ■



---

VP4 - DÉVELOPPEMENT  
DURABLE, TRI, TRANSITION  
ÉNERGÉTIQUE...

---

## Comment le Zéro déchet est devenu la vitrine de Roubaix

**P**AR CHARLES-OLIVIER BOURGEOT cobourgeot@lavoixdunord.fr 1 En 2014, une proposition discrète Mars 2014. Dans le programme de la liste de Guillaume Delbar, c'est une proposition discrète au milieu d'une centaine d'autres. Ni la plus visible, ni la plus mise en avant. «Pendant la campagne, le principal travail a été de convaincre la majorité que c'était un sujet intéressant», se souvient Alexandre Garcin (Cap 21), adjoint en charge du développement durable, qui a porté ce projet inspiré de la démarche de Capannori, ville italienne pionnière du Zéro déchet en Europe. Le maire confirme qu'à l'époque un référendum dans son équipe aurait sans doute fait du Zéro déchet un projet mort-né tant les priorités pouvaient alors paraître ailleurs. «On ne l'a pas fait en se disant qu'on allait faire un super coup médiatique, on l'a fait parce qu'on y croyait, précise Guillaume Delbar (LR). À cette époque, je parlais tous les jours des

problèmes liés à la propreté. J'ai trouvé dans le Zéro déchet un bon relais positif pour aborder autrement la question.» 2 En 2015, un engouement rapide Il y a deux ans, la ville mesure dans une étude sur l'image de Roubaix le potentiel de la démarche naissante. Elle intéresse assez vite les médias spécialisés dans les nouvelles tendances. La mairie promeut largement cette initiative et y consacre un budget de 120000euros en 2015 (et la même somme en 2016). Pour Guillaume Delbar, une prise de conscience a eu lieu lors de la conférence de Béa Johnson à Roubaix en mars 2015: «On a dû changer trois fois de salle. On a fini avec 200 personnes dehors, à la Condition publique! On s'est dit qu'il se passait quelque chose.» La municipalité est aussi convaincue que le sujet est porteur parce que porté par la base, par les habitants. Certains jouent le jeu médiatique (lire ci-dessous) et leur profil ne correspond pas forcément à l'image qu'on se fait d'un habitant

cherchant à réduire drastiquement sa production de déchets. Tout le monde peut s'y mettre. «On est dans l'écologie ouverte et positive avec des vrais gens qui font de vraies choses, décrypte Guillaume Delbar. Là, on n'est pas seulement dans la famille écolo habituelle. C'est ça qui fait la force du Zéro déchet.» 3 En 2016, une vitrine de Roubaix En 2016, Roubaix est clairement identifiée comme la ville pionnière dans le Zéro déchet. «Aujourd'hui, c'est comme le musée La Piscine, c'est ma tour Eiffel!», s'enthousiasme Jérôme Dumont, le directeur de la communication. Fin 2015, la ville a recensé, hors presse locale, 130 citations dans les médias dont 30 radios et télévisions. Aujourd'hui, Roubaix n'a même plus besoin de se manifester. «Il n'y a pas une semaine sans qu'on ait une demande de médias soit d'information, soit d'interview, soit de reportage.» ■



## De 500€ à 185€ de courses par mois

Elle fait partie des meilleures ambassadrices de Roubaix pour le Zéro déchet. Depuis plus d'un an, la ville propose régulièrement aux médias d'interroger Andrée Nieuwjaer. Son parcours a valeur d'exemple. «Avec mon mari, on ne savait pas du tout ce qu'était le Zéro déchet. On jetait beaucoup», raconte-t-elle. C'était avant d'intégrer le premier défi des familles à l'automne 2014. La sienne partait de loin. «J'ai fait partie des bons élèves. Ça ne me dérange pas de répondre aux médias. Au contraire, ça permet de montrer comment je me suis mise au Zéro déchet. Nous, on

était comme tout le monde. C'est ce que je dis aux gens: je faisais comme tout le monde! On peut faire autrement.»

### «Le Zéro déchet a changé ma vie»

Très vite, leurs poubelles se sont vidées. Le gain est aussi financier. Et pour cette famille qui vit avec peu - Andrée, 60 ans, est au chômage depuis trois ans, son mari est à la retraite-, c'est loin d'être une petite économie. «Avant, on faisait 500euros de course par mois. C'était pour trois semaines et on avait beaucoup

de mal à finir le mois. Au bout de quelques mois, on est passé à 250euros. Aujourd'hui, on est dans la deuxième année, je ne dépense plus que 185euros de courses par mois.» Car au-delà de la réduction des déchets, Andrée fait sa propre lessive, n'utilise plus de produits d'entretien, a une parcelle de jardin pour ses légumes, etc. Elle dit: «Le Zéro déchet a changé ma vie. Je me suis retrouvée. Ça nous permet de payer les factures à la fin du mois. Je dors bien. Très bien même, sans me demander comment on va faire.»CH.-O.B. ■



## « On a réussi un sans-faute »

Quand on l'interroge sur les raisons de l'engouement pour le Zéro déchet, Jérôme Dumont, le directeur de la communication de la mairie, répond d'abord ceci: «La première, c'est qu'on a un élu qui a porté, avec ses services, le projet et qui l'a développé de façon rapide, efficace, et avec des résultats immédiats, ça n'est pas si fréquent.»

### «Au départ, c'était un pari»

Cet élu, c'est Alexandre Garcin, inconnu en politique il y a trois ans,

aujourd'hui adjoint en charge du développement durable. «Au départ, c'était un pari. J'étais convaincu que c'était la bonne direction à prendre pour une ville et une agglomération parce que c'est une démarche qui a un sens écologique et social. On a réussi, avec les services, à faire un sans-faute. On a pris les choses par le bon bout en préférant développer toutes nos forces dans le défi des familles, dans la démarche citoyenne. Pour moi, c'est la preuve que les citoyens sont des acteurs du territoire.» Alexandre Garcin assure, sans en dévoiler davantage,

qu'aujourd'hui, des entreprises sont prêtes à s'installer à Roubaix parce que la ville est pionnière dans le Zéro déchet. Il voit cet intérêt comme un premier cap important car il ne conçoit pas la démarche sans son volet social. Reste qu'à l'instar du maire de Roubaix, l'élu rappelle qu'«on en est qu'au tout début de la démarche». ■



## Amiens, capitale du stockage de l'énergie

**I**l s'appelle «Energieia». Il a été inauguré hier lors d'un colloque où il était question de batterie lithium-ion, d'interfaces, de réseaux intelligents (pardon de smart grids)... On ne pouvait faire plus compliqué pour l'inauguration du cluster autonomie de l'énergie dans le tout nouveau Quai de l'innovation, les anciens locaux de l'école de commerce Isam, rue du Hocquet à Saint-Leu. Heureusement, l'homme du jour, Mathieu Morcrette, le directeur du laboratoire de réactivité et chimie des solides a eu des mots simples pour expliquer l'enjeu. «Ici à Amiens, se tient le quartier général de la recherche et du transfert de technolo-

gies sur le stockage de l'énergie», a-t-il expliqué devant des universitaires amiénois, des élus et responsables de la région Hauts de France et d'Amiens Métropole, mais aussi tout un aréopage d'entreprises de haute technologie: Enedis (ex-ERDF), EDF, Engie, Mersen, Enercon, Renault... Nous sommes forts parce que ce pari a été initié ici il y a 20 ans et que nous n'avons jamais dévié» Mathieu Morcrette Ce cluster a trois axes stratégiques: la batterie du futur pour les véhicules électriques, en particulier la ligne électrique du bus à haut niveau de service; l'habitat (rénovation énergétique, matériaux) et les réseaux. «À Amiens, nous sommes

forts parce que ce pari a été initié ici il y a vingt ans, avec un soutien constant des pouvoirs publics et que nous n'avons jamais dévié», a souligné Mathieu Morcrette, rendant hommage sans les nommer aux majorités successives à la région Picardie. Dans son discours Alain Gest, a annoncé qu'une association de gestion de ce cluster sera créée et présidée par Joël Peron, le PDG de Tutor (travaux publics) mais aussi l'instigateur de la venue des centres d'appels à Amiens. Benoît Delespierre ■



## Si les déchets créaient de la richesse et de l'emploi?

**S**ébastien Manscourt, vous avez eu une idée il y a plusieurs mois. Vous voulez faire de la croissance verte. Quel est votre projet? Mon projet... mon beau projet. En fait ce n'est plus que «mon» projet, on le porte à plusieurs maintenant. L'idée est venue de la mise en place d'une unité de méthanisation sur l'exploitation et de la rencontre avec les acteurs du territoire qui produisent des déchets organiques mais aussi de la rencontre que j'ai faite avec Emmanuel Pilloy du Relais. L'idée est de se dire qu'on a un volume de déchets qui aujourd'hui n'est pas traité et qui part à l'enfouissement et de voir s'il y avait possibilité de récupérer cette matière pour pouvoir la méthaniser, produire de l'énergie. Concrètement, il s'agit de quoi? Il s'agit de collecter les déchets pour aider les entreprises à réduire les volumes qui partent à la déchèterie. Cora par exemple a accepté de m'accompagner sur la partie technique pour savoir comment ça fonctionne chez eux au niveau des contraintes, pour mettre en place une chaîne de collecte. Cela concerne les grandes et moyennes surfaces mais aussi des petites entreprises à qui on peut proposer une solution. Aujourd'hui, ils gèrent des petits volumes de déchets et ils sont obligés de louer des gros containers. Ça finit par être trop compliqué et il n'y a plus vraiment de tri. Je pense à des entreprises qui font des produits élaborés comme des gâteaux par exemple comme des boulangeries industrielles. Qu'est-ce que vous faites de ces déchets ensuite, à la ferme? On désemballe et on peut traiter la matière organique (aliments par exemple, NDLR) sur site et puis les

emballages dans les filières appropriées. Il s'agit de capter le méthane issu de la décomposition. Avec ce biogaz, je produis de l'électricité avec un moteur. Ce moteur produit également de la chaleur que je valorise pour chauffer les serres où poussent des fraises. 35 tonnes par an. Ce nouveau circuit permettrait de créer de l'emploi et de favoriser un retour sur le marché du travail. Vous vous appuyez sur le modèle de l'insertion pour votre future structure à la manière du Relais ou de l'association Le Bois de demain. Oui, on va proposer ce service en répondant de manière sociale à un problème environnemental. Les gens qui vont entrer dans cette structure vont pouvoir se former, passer le permis, et pourquoi pas, les permis poids lourds. On rentre dans une autre logique par rapport aux outils de formations classiques car on n'a pas forcément les réponses souhaitées. Là c'est le monde économique qui se prend en charge, qui est capable de former des gens en interne. L'avantage de ce système est qu'il y a plus d'humanisme, on est plus proche des gens. Au travers de l'activité qu'on va générer, on sera aussi en capacité de trouver des fonds pour financer le fonctionnement de la structure. Même si les gens en insertion sont pris en charge par l'État, il y a tout l'investissement qui doit être supportable par l'association. Il y a une recherche en termes d'autonomie financière. Vous en êtes où, aujourd'hui? Aujourd'hui, je ne peux pas porter le projet au regard de mes implications politiques. Je ne veux pas que la perception des gens soit que je monte un truc sur site et que je veuille profiter du système. On voit tout de suite les dé-

rites qu'il pourrait y avoir derrière. Je m'en fiche, ce n'est pas ça qui me motive. Quelle est-elle, votre motivation? Je crois en ce système pour l'avenir de l'économie parallèle, ce qu'on appelle classiquement l'économie sociale et solidaire. Modèle qui à mon avis doit être renforcé dans le temps. Aujourd'hui il me semble pertinent de faire cohabiter l'économie marchande avec cette économie non marchande. Pour quelles raisons? On voit qu'on est arrivé au bout d'un système et qu'on a de gros problèmes en termes de niveau de formation sur le territoire, de création d'emplois et de richesses. En même temps, vous avez des entreprises qui ont des problèmes d'ordre environnemental mais en face il n'y a pas de service proposé. Et ce n'est pas forcément supportable par elles. L'idée est de mettre en place des synergies. Qui porte le projet aujourd'hui? Pour l'instant c'est mon GAEC agricole qui va porter le projet, le temps d'avoir les feux verts en termes d'accompagnement financier sur le poste à créer. C'est Caroline Sauvet, une personne en congé parental, que je connais, et en recherche d'emploi, qui sera la directrice de la structure. Il s'agira ensuite de trouver l'encadrant technique et l'encadrant socio-professionnel. Quand la structure va-t-elle démarrer? L'étude de faisabilité doit être terminée en juillet pour pouvoir faire les demandes de recrutement juste après, au sein de l'association qui sera alors créée. L'idée est d'être opérationnel au 1er janvier 2018. Propos recueillis par Ludivine Bleuzé-Martin ■



## Une enquête publique pour un projet de parc éolien offshore... face aux Pays-Bas

**P**ar jean-philippe delattre calais@lavoixdunord.fr calaisis. 1Le projet La société britannique Scottish Power Renewables prévoit d'implanter un parc éolien offshore en mer du Nord. Dénommé East Anglia Three, le parc se situerait entre l'Angleterre et les Pays-Bas (voir infographie). Soit à plus de 200km de Calais. Le projet comprendra 172éoliennes, réparties sur un site de 305km<sup>2</sup> qui se trouverait à 69km de la côte la plus proche, à Lowesoft en Angleterre. Sous les turbines, s'étendront des centaines de kilomètres de câbles électriques (1200kW). 2Une enquête publique Une enquête publique a été lancée par la préfecture, du 16novembre au 16décembre, dans plusieurs communes situées entre Étapes et Dun-

kerque. Hier, un commissaire-enquêteur était présent à la mairie de Oye-Plage le matin et à celle de Calais l'après-midi. Pas ou peu de réactions dans le Calaisis ont été recueillies, mais il semble que plusieurs associations se soient manifestées lors de permanences dans le Dunkerquois. À noter qu'un projet de parc éolien dans les eaux du Dunkerquois a été validé en avril et qu'il est vivement critiqué par les usagers de la mer et les défenseurs de l'éolien offshore, notamment à cause de son emplacement. 3Pourquoi une enquête dans le Calaisis? «Suite à une directive européenne, un pays porteur d'un projet de développement éolien transfrontalier ou situé en espace maritime est obligé de consulter les pays voisins, explique la préfecture. Le Pas-de-Ca-

lais a souhaité participer à cette enquête publique dans un souci d'information du grand public et afin de mesurer les éventuelles incidences de ce projet, notamment sur les activités de pêche.» Dans le dossier, qui est consultable aux mairies de Calais et Oye-Plage, le projet est décrit comme «un projet d'infrastructure d'importance nationale», qui a fait l'objet «d'une évaluation d'un impact potentiel sur l'environnement, de la construction au démantèlement (le parc est prévu pour durer 25ans, renouvelables)». Impact jugé «minime» dans les conclusions du document. Prochaine permanence à la mairie de Calais le 8décembre de 14h30 à 17h30. ■



---

# VP5 - MER ET PORTS, POLITIQUE DU LITTORAL

---

## Quotas de pêche 2017: les propositions de la commission inquiètent

**P**AR ROMAIN DOUCHIN  
boulogne@lavoixdunord.fr  
BOULOGNE-SUR-MER. 1 Conseil  
pêche les 12 et 13 décembre La quan-  
tité de poissons (ou quotas) pouvant  
être prélevée en 2017 par les pê-  
cheurs de l'Union dans les principaux  
stocks halieutiques sera négociée les  
12 et 13 décembre à Bruxelles. Sur la  
base des avis scientifiques reçus, la  
Commission propose de maintenir ou  
d'augmenter quarante-deux quotas  
jugés en bonne santé (RMD), et de ré-  
duire les captures pour vingt-huit  
stocks en mauvais état. 2 Les propo-

sitions de quotas à la baisse Parmi les  
stocks concernés par une baisse: la  
sole en 7D (Manche Est) que pêchent  
les fileyeurs: -30,7% (on passerait de  
3258 tonnes en 2016 à 2257 t en  
2017). La plie (ou carrelet): -19,5 %  
(12446 t contre 10022t en 2017). La  
lotte: -11% (33516 t contre 29534t).  
Le cabillaud: - 68% (4565 t contre  
1447 t en 2017). Le sprat: - 20%  
(5150t contre 4120 t en 2017). 3 Les  
pêcheurs inquiets et révoltés Les pro-  
positions de la commission «nous  
laissent perplexes, suscitent notre  
incompréhension, voire nous ré-

voltent», écrit le Comité national des  
pêches. «Les pêcheurs ont travaillé à  
des mesures de gestion contribuant à  
limiter l'effort de pêche notamment  
pour la sole en Manche Est mais la  
commission semble ne pas vouloir en  
tenir compte». Ce, «alors que le  
nombre de stocks au RMD s'accroît  
et que les tendances sont encoura-  
geantes sur un certain nombre de  
stocks pour 2020 comme le cabillaud  
en Mer du Nord.» ■



## Le problème du bar

**L**e bar n'est pas une espèce sous quota. Son stock souffre. La commission veut taper fort et n'autoriser que les prises accessoires. L'avis de la commission La Commission veut «mettre fin au déclin dramatique de ce stock important. La proposition présentée prévoit des possibilités de pêche pour les pêcheurs artisanaux qui dépendent le plus du bar, mais tient compte des

avis scientifiques conseillant de réduire le volume total des débarquements». L'avis des pêcheurs Les pêcheurs réclament «un plan de gestion communautaire avec une mise sous quota en zone Nord». Au lieu de cela, la commission ne tolérerait qu'1% de captures accessoires (captures inévitables en pêche) par jour et par marée pour les chalutiers et fileyeurs. «Cela va générer une augmentation des re-

jets sans bénéfice pour l'espèce et se feront au détriment de la profession», estiment-ils. Ils défendent un seuil de 2% par marée. Stéphane Pinto (CFDT fileyeurs) demande «un encadrement total, tant pour les professionnels que les plaisanciers, au risque de voir un marché parallèle s'installer qui détruirait la ressource». ■



---

# VP7 - AGRICULTURE, AGROALIMENTAIRE

---

## Quand les élèves se réconcilient avec leurs assiettes

**L**e projet est dans les cartons depuis au moins un an: «Ça fait partie des points du programme de Xavier Bertrand, précise Frédéric Lepy, responsable de la restauration du site scolaire Gambetta. Il souhaite qu'à la fin de son mandat en temps que président de Région, 70% de ce qu'on trouve dans les assiettes soit issu des circuits courts.» L'idée a fait son chemin jusqu'aux lycées publics de Chauny, qui proposent désormais tous les midis du bœuf provenant d'un élevage situé à Monceau-sur-Oise (près de Guise). Une bête de 130 kg a été commandée par le lycée, puis mise à l'abattoir de Guise, pour enfin être découpée par les étudiants du CFA de Chauny. Une traçabilité 100% locale: «Dans les cantines, les

viandes proviennent souvent de Pologne. Là il s'agit d'une viande française de qualité supérieure», indique David Batteux, éleveur. Force est de constater que les lycéens boudent leurs assiettes. L'initiative s'inscrit donc dans une démarche éducative, pour lutter contre le gaspillage alimentaire, en informant les élèves sur les produits qu'ils consomment quotidiennement: «On s'est rendu compte qu'il nous restait des déchets. Notamment de la viande. Les élèves ne savent pas ce qu'ils mangent, donc ils jettent», analyse le responsable. Pour l'heure, cette nouvelle approche alimentaire n'en est qu'à sa phase bêta. Car si le projet est louable, encore faut-il qu'il soit rentable: «Évidemment ça coûte un peu plus cher

qu'une viande ordinaire. Nous allons étudier le coût de revient», concède-t-il. Même si le lycée promet de réitérer l'expérience plusieurs fois dans l'année, pour peut-être le pérenniser sur le long terme. En attendant, les lycéens auront de quoi remplir leur estomac avec des menus divers et variés à base de bœuf: «La date limite de consommation est valable 3 semaines. Nous utiliserons tous les morceaux. Aujourd'hui nous avons fait un hachis parmentier maison, et des paupiettes. Les élèves adorent ça!» Reste à voir si la langue et les tripes rencontreront le même succès. ■



## Les séculaires chambres d'agriculture doivent se réformer ou mourir

Ces institutions sont critiquées pour ne pas assez venir en aide aux éleveurs en difficulté.

**AGRICULTURE** Face à une crise sans précédent, les chambres d'agriculture semblent assister, impuissantes, au spectacle de désolation qui règne dans les campagnes françaises. Même le nouveau président de leur assemblée permanente (Apca), entré en fonction ce jeudi, reconnaît que la situation est délicate. *« On peut penser qu'on est au bout d'un système où il ne suffit plus de diminuer le nombre d'agriculteurs et augmenter les volumes pour s'en sortir, assure Claude Cochonneau. Nos exploitations sont trop fragiles par rapport au contexte économique et climatique. Notre fil rouge, c'est comment s'adapter à un environnement changeant. »* Plus du tiers des exploitations françaises seraient ainsi, selon lui, en situation délicate.

Pour leur venir en aide, *« cela passe à court terme par un repérage systématique des agriculteurs en difficulté pour éviter qu'ils ne s'enferment sur eux-mêmes et ensuite trouver des solutions avec eux »*, explique Claude Cochonneau. Et les chambres ne lésinent pas sur les moyens : 6 730 ingénieurs et techniciens de terrain, sur un effectif total de 8 325 personnes, affectés à l'écoute des agriculteurs. Du moins en théorie car, en pratique, certains paysans leur reprochent d'être plus enclins à vendre des services qu'à chercher à les aider véritablement...

*« Le conseil des chambres m'a servi quand je me suis installé il y a 25 ans, reconnaît Emmanuel Louis, ex-éleveur laitier dans le Calvados, qui n'a gardé que ses cultures de céréales. Quand j'ai en revanche déposé le bilan*

*il y a 5 ans, ils ne m'ont pas aidé ; j'ai dû me débrouiller seul. »* Aujourd'hui en plan de continuation, Emmanuel Louis attend toujours un appel du président de sa chambre car il n'a toujours pas reçu ses aides européennes pour pouvoir semer son blé d'hiver.

### Nouveaux modèles

Pourtant il participe, comme les autres agriculteurs, au financement du budget des chambres d'agriculture (702 millions), dont 42 % proviennent de la taxe sur le foncier non bâti, 27 % des services vendus notamment aux paysans et 25 % des contrats auprès de l'État, des collectivités territoriales et même de l'Europe. *« C'est une administration loin de nous, on ne les intéresse plus quand on est mal en point, condamne Emmanuel Louis, non syndiqué. Ils préfèrent vendre leurs services à d'autres plus solvables. »*

Et pour cause : la part des services aux collectivités dans le budget des chambres est en hausse constante. *« Sans doute pour compenser le nombre d'agriculteurs qui diminue année après année car le nombre des personnels ne baissent pas lui, en revanche »*, remarque Bernard Lannes, le président de la Coordination rurale (CR), deuxième organisation syndicale agricole derrière la Fnsea (Fédération nationale des syndicats d'exploitations agricoles) qui gère la quasi-totalité des 89 chambres départementales de France et d'outre-mer ainsi que les 13 chambres régionales.



Champs inondés aux abords de l'autoroute A10, en juin près d'Orléans. Photo : HO/AFP

Une situation de monopole qui, pour certains éleveurs ou politiques, n'est pas compatible avec le respect de la mission de transparence et d'intérêts généraux des chambres d'agriculture. *« Elles doivent rester des lieux ouverts à l'ensemble des partenaires du monde agricole où des vrais sujets de fonds soient débattus plutôt que des fortresses repliées sur elles-mêmes »*, insiste d'ailleurs l'ancien secrétaire d'État Guillaume Garot, actuellement député PS de la Mayenne et président du Conseil national de l'alimentation. *« Pour retrouver leur crédibilité auprès des agriculteurs, les chambres doivent se concentrer sur leur mission d'origine : défendre les intérêts des agriculteurs en étant présent à leur côté, par exemple lors de contrôles, insiste Bernard Lannes. Si elles ne se remettent pas en cause, elles disparaîtront »*.

Ces établissements publics créés en 1924 - qui ont permis de passer d'une agriculture d'autosuffisance à un modèle productif intensif excédentaire - doivent réfléchir à moyen terme, sur des nouveaux modèles de croissance. *« Il faudra tenir de plus en plus compte des attentes de la société, au niveau santé ou environnemental par exemple, tout en faisant la part des choses et ne prenant pas en compte les avis de groupuscules doctrinaires »*, déclare Guy Vasseur, l'ancien président de l'Apca

à son successeur, en guise de testament. L'une des pistes suivies est que les chambres s'appuient sur les fermes expérimentales du réseau na-

tional ainsi que sur leurs laboratoires de recherche fondamentale. Pas sûr que cela soit suffisant... ■

*par E. L. C.*

## ENCADRÉS DE L'ARTICLE

---

---

### CE QUE PÈSENT LES CHAMBRES D'AGRICULTURE EN FRANCE

8 325 personnes **Effectif travaillant dans les 89 chambres départementales, les 13 établissements régionaux et le siège parisien**

702 millions d'euros **Budget 2015 consolidé, amputé par Bercy de 55 millions sur le fonds de roulement des établissements**



## L'exemple symptomatique du Loir-et-Cher

**RURALITÉ** La carte de la proximité ! C'est ce qu'a tenté de jouer la chambre d'agriculture du Loir-et-Cher après les ravages causés, au printemps dernier, par le gel tardif qui a détruit une partie du vignoble et les inondations qui ont noyé les cultures. « Nous avons contacté la moitié des 2 800 exploitations de la zone », indique Arnaud Besse, son secrétaire général, éleveur de 28 000 poulets de chair et céréalier dans le nord du département. Résultat ? « 150 étaient en situation extrême et 45 % du chiffre d'affaires agricole du département a été affecté par ces intempéries, soit 300 millions d'euros au total », indique-t-il.

Cette proximité, couplée à une meilleure réactivité, est d'ailleurs la raison d'être de la chambre, à en croire Arnaud Besse. « Nous avons été élus pour être au service des agriculteurs du département, rappelle-t-il. Si ce n'est pas le cas, autant changer de fonction. » Les discours, toutefois, ne suffisent pas et il ne sert à rien d'envoyer les chars sur la ligne de front si l'infanterie ne suit pas...

Philippe Souciou, viticulteur et céréalier au Domaine du Paradis à Onzain, en sait quelque chose. Il fait partie des agriculteurs qui ont été contactés en juin par la chambre après les intempéries. « La Loire arrivait jusque dans ma cour, se souvient-il, encore éccœuré et les larmes aux yeux. Près de 60 % de mes hectares de blé et colza se sont retrouvés les pieds dans l'eau. Dans les vignes, le gel a entraîné plus de 90 % de pertes sur les 16,5 hectares spécialisés dans l'AOC Touraine Mesland ». Un mois plus

tard, un des conseillers techniques de la chambre lui a rendu visite. « Après avoir fait le point sur les questions d'ajustement de charges, de gestion des stocks, de cessation d'activité [il pourrait être en retraite, NDLR], il m'a renvoyé sur mon centre de gestion et ma banque pour trouver un financement de restructuration », rapporte-t-il.

Et puis plus rien à se mettre sous la dent, si ce n'est un rendez-vous avec son banquier. Silence radio. Pour être indemnisé, il s'est retourné vers son assureur, Pacifica, qui a couvert 90 % de la perte de chiffre d'affaires dans la viticulture, soit 40 000 euros. Mais il n'a rien touché pour l'inondation de ses cultures qui « se trouvaient dans des zones inondables non couvertes ».

### Détresse des mandants

Il lui a ensuite fallu trouver, seul, de nouvelles semences chez un voisin pour mettre le blé en terre. Psychologiquement, il a été atteint. « Ma tête va exploser, avoue-t-il, en colère et très remonté contre le système. J'ai essayé d'obtenir un échelonnement des cotisations sociales auprès de la MSA. Sans succès. Ils ne se rendent pas compte. »

Pourtant, la chambre d'agriculture jure avoir déployé les grands moyens pour faire face à la détresse de ses mandants. « Nous avons mis sur Internet, à la disposition de chaque agriculteur, un outil baptisé Rebondir 2016 qui permet de faire, gratuitement et avec l'aide de nos conseillers économiques, un diagnostic de l'exploitation

», explique Arnaud Bresse. Sur son portail internet, la chambre rappelle aussi les modalités de dégrèvement de la taxe sur le foncier non bâti. « Suite aux inondations, nous avons alerté les services de l'État et des collectivités territoriales pour venir en aide aux agriculteurs en difficulté et le conseil départemental a débloqué 300 000 euros pour aider les jeunes », se défend encore le président de la chambre.

Certains paysans, comme Philippe Poirier et son épouse Corinne, éleveurs de 600 chèvres plus au sud du département à Couffy, ne trouvent rien à redire aux services de la chambre. « Nous avons la visite du conseil de l'élevage de la chambre tous les deux mois, remarque Philippe Poirier. C'est un coût mais cela nous aide pour la conduite de notre production, avec un registre animal par animal sur sa quantité produite et la qualité de son lait. » Au total, l'exploitation qui réalise 800 000 euros de chiffre d'affaires annuel produit quelque 560 000 litres de lait de chèvre, dont 30 % sont destinés à la fabrication des 500 fromages qui sortent chaque jour de ses ateliers.

Dernière mission importante, la chambre d'agriculture du Loir-et-Cher s'occupe enfin de l'animation de l'Aop (appellation d'origine protégée) de Selles-sur-Cher qui permet de valoriser les fromages de chèvre jusque sur les meilleures tables des restaurateurs. ■

par ÉRIC De La Chesnais [E@plumedeschamps](mailto:E@plumedeschamps)



---

---

# VP8 - CULTURE

---

---

## Lille accueille le 10 décembre les États généreux de la culture

Par Jean-Marie Duhamel  
jmduhamel@lavoixdunord.fr  
LILLE. «Nous lançons les États généreux de la culture.» Ce titre prend la Une de Télérama du 29 octobre. Avec un éditorial de Fabienne Pascaud, directrice de la rédaction, commençant par ces mots: «L'ambition est belle. Montrer combien la culture est florissante en France et peut aider à vivre mieux. Dans le plaisir partagé de l'émotion esthétique comme de la pensée enrichie par le regard vif de l'artiste...» Née à la fin du printemps, l'idée a cheminé au sein de la rédaction parisienne avec la mise en place, sur le site Internet de l'hebdomadaire, d'un onglet appelant les lecteurs à entrer dans la discussion autour de quatre grandes thé-

matiques: «faire ensemble», «Internet et écrans», «une autre politique», «sortir de l'entre-soi». Des thèmes que les publics connaissent aussi bien que les professionnels de la culture, Les contributions - près de cinq cents à ce jour - seront minutieusement décryptées et réunies dans une publication, un livre blanc remis à la ministre de la Culture Audrey Azoulay ainsi qu'aux candidats à l'élection présidentielle. «À quelques mois de l'échéance, il nous paraît crucial de faire circuler paroles et désirs», souligne Emmanuel Tellier, journaliste à Télérama en charge de cette mission. «Ouvrir en grand la boîte à idées», démarche qui ne serait pas sans rappeler ce qui avait été mené ici même en région Nord - Pas-de-

Calais - Picardie quelques mois avant les élections régionales de 2015 par le milieu de la culture. L'opération - en partenariat avec de grands quotidiens régionaux dont La Voix du Nord - se termine par quatre journées dans quatre grandes villes de France où débats et rencontres se tiennent dans des lieux de culture: Lyon, l'Institut Lumière a ouvert le bal le 19 novembre, avant Marseille (au MUSEM hier), Paris (au Centquatre le 3 décembre), Lille (au Théâtre du Nord, le 10 décembre). Sur le plateau, des responsables de théâtres, scènes nationales, producteurs, comédiens et quelques politiques dont Martine Aubry. Accès libre. ■



---

## Marseille

**L**es débats, au MuCEM (musée des Civilisations de l'Europe et de la Méditerranée, ouvert en juin 2013) ont eu lieu hier avec deux parrains : le cinéaste Robert Guédiguian, le journaliste Philippe Pujol (prix Albert-Londres 2014). 11 h : «Internet et écrans, en quoi le numérique bouleverse-t-il notre rapport à la culture ?» 14 h 30 : «Sortir de l'entre-soi culturel, faire advenir la diversité.» ■



---

## Paris

C'est la scène du Centquatre qui accueillera les États généraux le 3 décembre. Une marraine, la comédienne Rachida Brakni, un parrain, Berthet One (Berthet Mahouahoua, auteur de BD). 11 h 30 : «Nouvelles formes du faire ensemble, une vraie chance pour la culture ?» 14 h 30 : «Comment réinventer la politique et l'économie culturelles ?» 17 h 30 : «La culture dans la métropole de demain» avec Anne Hidalgo (maire de Paris) et Alain Juppé (maire de Bordeaux). ■



---

## Question d'âme

**Q**uestion d'âme «Ouvrir en grand la boîte à idées.» La démarche de nos confrères de Télérama a l'immense mérite de faire se rencontrer dans ce grand mouvement les deux bras du monde de la culture : les professionnels (artistes, programmeurs, diffuseurs), les publics. De ses immersions dans la France des villes et des champs, le journaliste Emma-

nuel Tellier aime retenir deux éléments symptomatiques. «Côté professionnels de la culture, on en a terminé avec l'autosatisfaction qui pouvait avoir cours parfois, la complexité des choses incite à innover, chercher des solutions, des partenariats.» Si on regarde du côté des publics - qui sont aussi parfois les acteurs -, on prend la mesure de tout ce qui se fait

au sein des associations, des collectifs, des mouvements divers et variés. «Le monde de la culture a la main tendue», résume joliment Emmanuel Tellier. Ce qui se dessine pourrait ainsi être le portrait d'une société qui n'oublie pas son âme, la culture n'étant pas seulement un supplément d'âme mais l'âme elle-même. ■



## Le Cambrésis lance son offensive sur le tourisme de Mémoire

Par Valérie Lancel  
cambrai@lavoixdunord.fr  
CAMBRÉSIS. Le tourisme de mémoire faisait déjà l'objet de toutes les attentions mais l'Office de tourisme du Cambrésis (OT) va élargir encore son offre et le cadre de ses visites. La faute au Centre d'interprétation du tank et de la bataille de Cambrai. Sous la houlette de Florence Albaret, directrice des affaires culturelles de la Communauté d'agglomération de Cambrai (CAC) et de Delphine Jouve-  
nez, directrice de l'office de tourisme du Cambrésis, de nouveaux produits ont été élaborés. Que l'on souhaite découvrir la bataille de Cambrai - et celle du Cateau-, ou que l'on brûle de tout savoir sur l'offensive des Cent jours, il existe un guide, une visite, une appli. Il y a quelques jours, les élus des quatre intercommunalités de l'arrondissement ont été invités à

découvrir, en avant-première, le dernier né de l'OT. Peu avaient répondu à l'invitation mais ceux qui ont participé sont sortis littéralement enchantés. Testé pour vous! Le point de départ était fixé à Cambrai, «Même si la logique voudrait que l'on parte de la Maison Owen à Ors», ont indiqué les organisateurs. Direction Caudry pour y découvrir les stèles couchées inédites du cimetière communal puis le monument aux morts, lui aussi unique en son genre. Petite halte ensuite à Solesmes dont l'architecture paysagère particulière du petit cimetière «vaut le détour» assure le guide de l'OT, Philippe Gantiez. Près de l'hôtel de ville l'on peut aussi s'arrêter sur l'un des 38 panneaux de la signalétique mise en place récemment et revivre les affrontements entre les Britanniques qui battent en retraite depuis Mons

et les avancées allemandes aux portes de ville. C'était dans la soirée du 25 août 1914. Les visiteurs sont ensuite conviés à Ligny-en-Cambrésis afin de se laisser conter l'histoire de William Malcom Chisholm, le premier soldat australien tué en France, entre Ligny et Haucourt. Après la guerre, les cendres de sa mère ont été transférées afin qu'elle puisse reposer près de son fils... Puis direction Cantaing-sur-Escaut: son patrimoine souterrain, sa place sur la ligne Hindenburg et son soldat poète écossais (lire p.15). Le voyage dans le temps et à travers le territoire s'achève, presque à regret. Dernière étape: Flesquières pour y rencontrer Deborah, le tank et dans un peu moins d'une année son centre d'interprétation. ■



## George Foot, soldat première classe, «esprit joyeux»

Il n'a pas été facile d'identifier les hommes du char Deborah. D'ailleurs, deux d'entre eux restent encore inconnus. De longues recherches faites notamment par l'association du tank de Flesquières ont permis de mieux connaître l'identité des six autres soldats britanniques. Le second lieutenant Heap était le chef du char. William Galway, tué le 20 novembre 1917, était mitrailleur. George Charles Foot était soldat première classe. Le 20 novembre 1917, lorsque sa vie est fauchée par un obus qui a atteint son char, il avait 20 ans et trois mois, et en avait déjà beaucoup trop vu. En

1916, il combat dans la Somme, voit ses horreurs, déjà à bord d'un tank. Il est alors décoré de la Distinguished Conduct Medal, alors que les chars britanniques sont déployés pour la première fois. Cette médaille, il l'a méritée en faisant acte de bravoure lors d'un combat particulièrement violent, puis en restant près d'un officier blessé pendant plus de trente heures, alors que les balles volent au-dessus de leurs têtes. Lorsqu'il est envoyé aux portes de Cambrai en novembre 1917, il ne peut pas savoir qu'il va mourir. Avec trois de ses camarades, à la sortie de Flesquières, le premier jour de la bataille de Cam-

brai, il meurt lorsque Deborah est immobilisée par cinq tirs d'obus. Comme pour William Galway, c'est grâce au second lieutenant Heap qu'on en sait un peu plus sur George Foot. Pour annoncer sa mort, Heap écrit à son père, comme toujours avec tout son cœur: «Nous avons tous senti son départ très profondément; il s'était fait aimer de tous par son esprit joyeux. Il est impossible qu'une âme comme celle de George ne continue pas de vivre. Je suis convaincu que je le rencontrerai à nouveau».L.DEL. ■



---

## Les villages et leurs plus beaux atours

**C**antaing-sur-Escaut. Située sur l'itinéraire du circuit qui sera proposé par l'office de tourisme du Cambrésis (lire en page 14), la petite commune mérite le détour à plus d'un titre. Outre l'intérêt en termes de stratégie militaire - Cantaing-sur-Escaut est intégrée au système Hin-

denburg - le fait le plus connu sur ces terres de la Vallée de l'Escaut reste le décès du célèbre soldat poète Ewart Alan Mackintosh enterré au cimetière du Bois d'Orival (à Flesquières). Il se dit que le soldat écossais aurait été tué près d'une petite chapelle (notre photo). Cette dernière fait ac-

tuellement l'objet d'un projet de restauration que le maire, Jean-Claude Deschamps, compte bien voir réalisé, ce avant les commémorations officielles du centenaire dans un peu moins d'un an maintenant. ■



## «S'unir pour porter un projet»

Dans le cadre de la visite découverte proposée aux élus, Jean-Pascal Lerouge (notre photo), président de l'office de tourisme du Cambrésis et vice-président de la CAC, Communauté d'agglomération de Cambrai, a souligné l'importance de se réunir autour d'un projet de territoire: «Nous savons nous unir. Il n'existe plus un projet pour Cambrai,

un autre pour Caudry, etc, mais un projet pour l'ensemble du territoire y compris pour les petites communes...» Et les élus ont apprécié la démarche, à l'image du maire de Neuville-Saint-Rémy, Jean-Pierre Couvent: «Cette visite était fantastique! Le guide était intarissable. Il y avait des histoires et des anecdotes que je ne connaissais pas. J'ai bien

l'intention de faire découvrir ce circuit aux maires du canton ouest (dont il est leur président, NDLR) Jusque-là je ne m'y intéressais pas vraiment mais les services de l'office de tourisme rendent la première guerre passionnante...» ■



## Un musée dédié à la mémoire des déportés et des résistants de la Somme

Depuis la seconde guerre mondiale et plus précisément depuis juillet 1944, Arlette Massoule, une habitante de Rosières-en-Santerre âgée de 92 ans, n'a jamais souhaité retourner à la Citadelle d'Amiens. C'est là qu'elle a été enfermée avec sa mère pendant plusieurs semaines, juste avant la libération d'Amiens, laissant derrière elle, chez une tante, sa fille âgée seulement de quelques mois. La Citadelle avait été réquisitionnée par les troupes allemandes durant l'occupation. L'édifice servait de camp d'internement et de point d'étape. La plupart des personnes qui y étaient internées, des femmes et des hommes, parfois membres de la résistance, étaient ensuite envoyées à Compiègne, avant de rejoindre des camps de concentration. Et c'est au pied de ces remparts, à l'emplacement des anciens poteaux des fusillés, où notamment une trentaine de résistants ont été tués, que l'association du centre de mémoire et d'Histoire de la résistance et de la déportation espère pouvoir un jour, installer un musée dédié à cette période (lire ci-dessous). Même si le projet se concrétise, «je ne pense pas pouvoir m'y rendre», confie Arlette Massoule. «Nous avons été dénoncés après avoir caché une personne re-

cherchée» Arlette Massoule Ce n'est pas uniquement à cause de ses jambes qui l'empêchent désormais de trop se déplacer. Mais bien en raison de souvenirs, qui 72 ans après, restent toujours aussi présents en elle. «On ne peut pas oublier ce qui est arrivé», lâche-t-elle. Cependant elle salue l'existence d'un tel projet. «C'est important que les jeunes sachent ce qui s'est passé», estime Arlette Massoule. Elle ne risque pas d'oublier ce soir du 18 avril 1944, lorsque la Gestapo est venue les arrêter, elle et sa mère, ainsi que son père, son mari et son frère, ainsi que 25 autres Rosiérois. «Nous avons été dénoncés après avoir caché une personne recherchée», explique-t-elle. Arlette Massoule, et sa mère Madeleine, ont été internées à la Citadelle. Les trois hommes ont, eux, été transférés dans trois camps de concentration différents. «Mon père est mort à Buchenwald. Mon mari est revenu de Dachau, et mon frère d'un autre camp allemand.» Celle qui est aujourd'hui arrière-arrière-grand-mère, se souvient de la cellule de la Citadelle dans laquelle elle était incarcérée. «Elle n'était pas plus grande que ma cuisine, et nous étions une dizaine de femmes à être entassées dedans, se souvient-t-elle. On avait juste une paille pour dormir et un

seau pour nos besoins. On avait le droit qu'à une quinzaine de minutes de promenade dans la cour de la Citadelle, par jour.» Un emprisonnement qui a été ponctué par deux événements. «Ma mère a accouché de mon petit frère. Et je suis tombée malade et ai été transférée à l'hôpital nord, juste avant d'être libérée» par les Alliés et les Forces françaises de l'intérieur. Elle est alors retournée à Rosières, rejointe plusieurs jours après par sa mère, et plusieurs mois plus tard par son mari et son frère. Comme de nombreuses autres familles après la guerre, celle d'Arlette a alors essayé de se reconstruire en laissant derrière elle cette période. Ce que peut témoigner l'une des petites filles de la Rosiéroise. «Je me souviens des vacances d'été chez mes grands-parents, explique Nathalie Lorion, 51 ans. Moi et ma sœur étions curieuses de ce qu'il s'était passé. Et nous essayions d'en savoir plus auprès de mon grand-père. En vain. Il n'aimait pas répondre à nos questions. Cela devait certainement remuer le couteau dans la plaie. Malgré tout, les jeunes d'aujourd'hui doivent connaître cette partie sombre de l'Histoire.» JULIEN PRUVOST ■



## Des finances qui se font désirer

**D**es finances qui se font désirer. L'association du Centre de la mémoire et de l'histoire de la résistance et de la déportation dans la Somme a présenté l'avancée de son projet vendredi 25 novembre à Rosières-en-Santerre. L'organisme aux 250 adhérents, cherche des financements pour le concrétiser. Si elle y arrive, son musée verrait le jour à côté de la Citadelle d'Amiens, aux poteaux des fusillés (Lire article ci-dessus). «Nous avons rencontré le préfet, le président du conseil départemental, et le secrétaire d'état aux anciens combattants, explique Albert Bécard, le président de l'association.

Le projet semble leur plaire. Cependant, aucune subvention n'a pour le moment été validée. » Son association a été créée en 2012 pour combler selon elle, un manque dans le département. «Sur les 5 départements des Hauts-de-France, la Somme est le seul qui ne dispose pas d'un musée dédié à ses résistants et déportés, développe Albert Bécard devant la vingtaine de personnes venues en apprendre davantage sur l'action de son organisme, ce soir-là à Rosières. Il y a pourtant eu plus de 1300 déportés dans le Département qui ont été envoyés dans des camps en Allemagne. 697 ne sont pas rentrés. Sans parler

des 400 personnes qui ont été internées dans la Citadelle durant l'occupation.» Cela fait quatre ans que le projet est en cours. Selon une première ébauche du musée réalisée début 2016, celui-ci serait composé d'un centre pédagogique, regroupant toute la documentation récoltée par l'association, qui pourrait notamment accueillir écoliers et étudiants et d'un espace où le résultat de ces recherches serait exposé. Le tout installé dans l'ancien stand de tir et le bâtiment qui le jouxte, nécessitant de ce fait la rénovation de ce patrimoine. ■



---

# VP9 - FORMATION ET RELATIONS AVEC LES ENTREPRISES

---

## La patronne qui secoue Hollande et soutient Fillon

La chef d'entreprise Karine Charbonnier, auteure de " Patrons, tenez bon ! ", bat le rappel pour le Sarthois

Personne ne croyait au candidat Les Républicains (LR) François Fillon parmi les grands élus de la région des Hauts-de-France. Un seul parlementaire (le sénateur LR Jean-François Rapin dans le Pas-de-Calais), un ancien député (André Flajolet dans le Pas-de-Calais) et un conseiller régional (Sébastien Leprêtre, le maire de La Madeleine, dans le Nord) avaient misé sur l'ancien premier ministre avant le premier tour de la primaire de la droite, qui a eu lieu dimanche 20 novembre.

Maigres troupes nordistes pour soutenir François Fillon, mais, parmi elles, une figure montante de la droite : Karine Charbonnier. La vice-présidente du conseil régional, chargée de la formation et des relations avec les entreprises, a choisi le Sarthois dès 2015. " Il a un vrai projet de société moderne du XXI<sup>e</sup> siècle, un projet qui redonne de la liberté ", s'enthousiasme-t-elle. Au premier tour de la primaire, plus de 45 % des électeurs nordistes ont choisi François Fillon. La jeune élue a vu juste.

Il y a un an, la dirigeante du groupe international Beck-Crespel, un fabricant et distributeur mondial d'éléments de boulonnerie haute sécurité, acceptait de figurer sur la liste de Xavier Bertrand (LR) pour les élections régionales. L'une des sources de son engagement est la lutte contre les idées du Front national (FN).

Un an après son élection, malgré la fatigue et un agenda surchargé, la patronne de 600 salariés semble avoir

pris goût à la politique. Gérard Darmanin, le directeur de campagne du candidat Nicolas Sarkozy et président de la fédération LR du Nord, confirme : " Elle apprend vite politiquement. Et elle a eu le mérite de toujours choisir François Fillon. " Fidèle soutien de Karine Charbonnier, le conseiller régional Yvan Hutchinson vante la qualité de ses interventions en séances plénières, face aux élus FN : " Elle est le contre-exemple de l'amateurisme en politique. "

Femme de caractère, Karine Charbonnier a, depuis cet été, pris sa carte du parti LR. En plus de son mandat aux côtés des 14 autres vice-présidents de Xavier Bertrand, elle a été désignée candidate pour les législatives sur la 11<sup>e</sup> circonscription du Nord ancrée à gauche. Un véritable défi. " Je fais les choses par passion, pas par compétition, commente cette sportive, adepte du 10-kilomètres. En 2017, j'espère être au Parlement avec François Fillon comme président pour mener un vrai projet de réformes. " Son rêve pour la France ? Confiance, prospérité et plein-emploi.

Inconnue du grand public il y a deux ans, cette chef d'entreprise née à Armentières (Nord) a basculé de l'anonymat à la surmédiation, le 6 novembre 2014. Ce soir-là, elle affronte le président de la République sur le plateau de TF1. Karine Charbonnier a été choisie pour faire partie du panel des quatre citoyens venus interroger François Hollande dans l'émission " Face aux Français ". Elle n'est pas encartée, n'a jamais milité,

se revendique de la société civile.

" Sans langue de bois "

Elle crève l'écran. Respectueuse, mais pugnace, elle dénonce le manque de compétitivité des entreprises et déroule un argumentaire sur les difficultés des petits patrons. " Pour moi, 2014 a été le choc de complexification ", lance-t-elle au président. Une saillie reprise en boucle sur les réseaux sociaux, qui réclament des " Karine Charbonnier, présidente ". Dès le lendemain, la presse se penche sur la patronne qui secoue François Hollande.

L'épisode médiatique ne s'arrête pas là. Rapidement, la Nordiste devient chroniqueuse pour le talk-show de RTL " On refait le monde ". Et les patrons voient en elle un porte-parole redoutable. Dans une tribune au *Figaro*, fin 2014, l'entrepreneur Charles Beigbeder demande à François Hollande d'" écouter les conseils de Karine Charbonnier ".

En mars 2015, elle signe un contrat avec la maison d'éditions Albin Michel. Le soufflé médiatique n'est pas prêt de retomber. La sortie de son livre " Patrons, tenez bon ! " (256 pages, 18 euros) la propulse à nouveau sur les plateaux de télévision. Ce livre, coécrit avec Hugues Charbonnier, son mari depuis vingt-cinq ans, rencontré sur les bancs d'HEC, se veut un cri d'alarme. " Un diagnostic, sans langue de bois, des dérives françaises telles que nous les subissons ", écrit-elle. Elle y critique les " ravages du monopole syndical ", les réglementations " kafkaïennes ",

l'administration " répressive ", ou la fiscalité " abracadabrantese ", etc.

La patronne du Nord veut du changement. Maintenant. " Je suis très inquiète pour notre pays. La situation s'est considérablement dégradée depuis cinq ans, souligne cette femme de terrain, qui critique le niveau des charges sociales. Il y a beaucoup de taxes qui ne sont pas prélevées sur les salaires dans les autres pays. C'est une importante perte de pouvoir d'achat pour les salariés. "

Avec François Fillon, l'Armentérioise (Nord) rêve d'une France libérée de ses peurs, " une société de confiance et de responsabilité, où les recrutements ne sont pas bridés, où l'on craint moins le chômage ". Elle vante les qualités de son candidat : " François Fillon est à des années-lumière de l'ultralibéralisme, dénonce-t-elle. Sa

position est un retour à la mesure, à l'équilibre. "

" Trop de réformes sociétales "

Quid de ces soutiens venus de l'extrême droite ? " Ce qui compte, c'est le projet. Et, après tout, quand des électeurs du Front de gauche passent au FN, cela ne choque pas. " Même les propos confus de son champion sur l'IVG ne refroidissent pas cette femme, attachée à la laïcité, catholique non pratiquante. " C'est une tempête dans un verre d'eau, balaie-t-elle. Il n'y a pas un gramme de risque de remise en cause de l'IVG. D'ailleurs, on fait trop de réformes sociétales en France. "

Cette féministe est très attachée à ses racines flamandes. Elle a repris avec son mari l'affaire familiale Beck-Crespel, fondée en 1918 par son arrière-grand-mère, Hélène Beck-Crespel. " Mon arrière-grand-mère est

morte l'année de ma naissance - 1968 - , mais c'est un modèle pour moi, confie de sa voix douce la patronne de 48 ans. On a une culture féminine très forte dans la famille. " Mère de trois filles, toutes étudiantes, Karine Charbonnier a " une vision très égalitaire des familles, souligne-t-elle. Avec mon mari, on a toujours partagé la gestion de la famille. Ses contraintes et ses bonheurs. "

Dimanche soir, les époux Charbonnier espéraient fêter la victoire de leur candidat. Et à défaut de se revendiquer porte-parole des PME, Karine Charbonnier est sûre que bien d'autres entrepreneurs ont le même espoir.

**Laurie Moniez** ■

par Laurie Moniez



## Le secteur de l'intérim veut peser dans le débat sur l'emploi

Les différentes fédérations patronales plébiscitent le contrat unique, sans parvenir à convaincre les Français

Confier à une agence d'intérim la gestion du contrat de travail d'un chauffeur Uber ou d'un livreur à vélo Deliveroo, afin de leur assurer un statut plus sécurisé ? C'est l'une des idées lancées par Prism'emploi, la fédération du travail temporaire, dans un "Manifeste pour l'emploi", publié vendredi 25 novembre. Son objectif : "simplifier les contrats de travail", mais aussi "faciliter l'autonomie professionnelle" des Français. En ligne de mire, la fameuse flexisécurité si enviée des pays du nord de l'Europe.

"Nous avons voulu lancer cette initiative à un moment où la première phase du débat politique en vue de l'élection présidentielle est à son sommet", indique François Roux, le délégué général de Prism'emploi, qui regroupe 1 500 entreprises d'un secteur qui voit passer, chaque année, 2 millions de personnes dans ses agences.

En la matière, les programmes des deux finalistes de la primaire de la droite, qui devaient s'affronter dimanche 27 novembre, s'inspirent du constat traditionnel de leur camp politique : pour inciter les chefs d'entreprise à embaucher, il faut faciliter la possibilité de licencier. Alain Juppé prône un "CDI - qui - pourra comporter des motifs prédéterminés de rupture, fixés par la loi et adaptés à chaque entreprise (...) L'absence d'opposition de l'administration sur les motifs prédéterminés de rupture vaudra acceptation au bout de quinze jours", peut-on lire dans son programme. Inspiré du modèle italien François Fillon, qui n'ambitionne

rien moins que de faire revenir l'Hexagone au plein-emploi en un quinquennat, propose "un contrat de travail avec des modalités de rupture prédéfinies et progressives".

C'est cette dernière modalité que défend Prism'emploi. La fédération suggère un "contrat à droits progressifs", qui consisterait à fusionner CDI et CDD, en donnant au salarié de plus en plus de latitude en matière de conditions de rupture de contrat ou d'accès à la formation au fur et à mesure de son ancienneté dans l'entreprise.

De son côté, l'employeur bénéficierait d'"un assouplissement des exigences juridiques en cas de rupture du contrat à son initiative et d'une visibilité sur le coût de cette rupture". Une revendication portée, depuis plusieurs mois, par les différentes organisations patronales sous le terme de "contrat de travail agile".

Inspiré du modèle mis en place en Italie par le chef du gouvernement, Matteo Renzi, il vise à mettre un terme à la dualité du marché du travail, avec, d'un côté, des CDI trop rigides en matière de licenciement et, de l'autre, des CDD synonymes de précarité dans les démarches de la vie quotidienne (logement, crédit immobilier...).

En janvier, au moment du lancement du "plan d'urgence pour l'emploi" de François Hollande, un communiqué commun du Medef, de l'association CroissancePlus, de l'Association

française des entreprises privées ou du Mouvement des entreprises de taille intermédiaire réclamait, outre la clarification de motifs de rupture liés à la situation de l'entreprise, la fixation d'un plafonnement des indemnités prud'homales selon l'ancienneté du salarié. Ce projet de barème obligatoire, présent dans la première mouture de la loi travail, a été remplacé dans le texte final par un référentiel indicatif, après que le gouvernement s'y est cassé les dents au printemps, face à la colère de l'opinion.

Aux côtés du contrat progressif, Prism'emploi propose un "contrat entrepreneur opérationnel" censé répondre à l'autre grand défi de la politique française de l'emploi : la protection du statut d'autentrepreneur, passé, en quelques années, d'une activité d'appoint à un emploi souvent principal, pour une entreprise de VTC ou de livraison de repas à domicile, par exemple. "Ce contrat instaurerait une relation tripartite, avec un tiers employeur qui paierait les charges sociales ou encore s'acquitterait des obligations de formation, sur le modèle du système intérimaire", détaille M. Roux. Le dispositif renverrait les plates-formes collaboratives qui refusent de jouer le rôle d'employeur à de simples intermédiaires rapprochant offre et demande et signant des contrats avec les agences d'intérim. Hybride entre CDI et CDD Enfin, Prism'emploi suggère de conserver un CDD, destiné aux secteurs saisonniers (hôtellerie, tourisme...), mais qui intégrerait une in-

demnité de fin de mission et des garanties de formation, ainsi que des droits transférables en cas de changement d'entreprise. Le tout, en renforçant le compte personnel d'activité (CPA), qui doit, à partir du 1er janvier, permettre de cumuler les droits d'un actif quel que soit son parcours entre emploi et chômage.

Cette dernière piste rejoint les demandes d'une autre fédération professionnelle, l'Union des employeurs

de l'économie sociale et solidaire, qui publiait également vendredi sa liste de propositions. Parmi elles, des droits sociaux transférables par l'intermédiaire du CPA, mais aussi un contrat de travail unique, là encore compris comme hybride entre CDI et CDD.

Du côté des salariés, l'idée est pourtant accueillie plus que fraîchement : plus de neuf sur dix voudraient voir le code du travail simplifié, mais

moins d'un sur deux (47 %) est favorable à un contrat de travail unique, à durée indéterminée et plus souple, selon un sondage BVA pour MediaRH. com publié vendredi. Nul doute qu'au-delà de dimanche le sujet restera au cœur des débats à venir, au moins jusqu'en avril.

**Audrey Tonnelier ■**

*par Audrey Tonnelier*



## Innocold: le premier institut français du froid est Dunkerquois

**P**AR OLIVIER DUFOURG  
dunkerque@lavoixdunord.fr  
DUNKERQUE. Qui dit terminal méthanier dit gaz naturel liquéfié (GNL). Avant d'être injecté dans un réseau, de chauffage domestique par exemple, il doit être ramené de  $-160^{\circ}$  à environ  $0^{\circ}$ , grâce aux eaux tièdes de la centrale de Gravelines. L'objectif d'Innocold, premier institut technologique du froid en France, né sous l'impulsion de l'Université du littoral (ULCO), de la communauté urbaine de Dunkerque et des industriels, est de mener des recherches sur les utilisations possibles des frigories (unité de mesure d'une quantité de froid) qui seront disponibles en grande quantité dans le process du terminal méthanier. Comme l'explique Edmond Abi-Aad, premier vice-président de l'ULCO et directeur scientifique d'Innocold, leurs applications touchent de nombreux domaines: la

cryogénie, les transports terrestres, navals, aéronautique, aérospatial et militaire, les industries gazière, agroalimentaire et textile, pour tester les matériaux qu'elles produisent dans des conditions de froid extrême (des pièces d'autos, du caoutchouc, des pipelines, des satellites, des vêtements polaires, des combinaisons de spationautes...).

### Déjà des embauches

«L'utilisation du froid demande de plus en plus de technicité, donc des investissements en recherche et en formation. C'est pourquoi nous avons créé deux licences professionnelles, conçues par Innocold et des industriels, qui interviennent dans la formation. En septembre, un master international sera mis en place, avec environ dix étudiants dans un premier temps». Gros avantage pour les

industriels: grâce à Innocold, ils pourront disposer de jeunes formés aux futurs débouchés de cette filière «froid». Un exemple concret? L'utilisation du GNL comme carburant pour les camions et les bateaux. Selon Edmond Abi-Aad, elle devrait se multiplier et créer des besoins de développement d'équipements devant résister au froid et de formations à sa manipulation. «Sans les industriels, il n'y aurait pas d'Innocold. Même si nous en sommes encore au stade de la recherche-développement (la récupération de ce froid par les industriels nécessitera des aménagements au terminal méthanier), nous aurons une avance technologique.» Grâce aux licences développées par l'ULCO depuis 2012, une vingtaine d'étudiants a déjà décroché un emploi dans des industries du Dunkerquois. ■



---

## Méthanier: où en sont les essais?

**S**ans terminal méthanier, pas de projet Innocold (lire ci-dessus). Si tout va bien, l'installation sera prête à accueillir un premier navire commercial à partir de fin décembre. Aujourd'hui, les essais se terminent et tous les points de progression constatés sont en cours de correction sous la direction de TS LNG et de Cofiva, sous la supervision de Dunkerque LNG. «L'activité principale

des essais de fonctionnement concerne la vérification de tous les automatismes du procédé, c'est-à-dire les logiciels qui règlent le bon fonctionnement du terminal», illustre Marco Costa, coordinateur de l'équipe essais. Parallèlement, des essais de performances sont réalisés. Objectif: démontrer que les capacités maximales du terminal en termes de consommation électrique, de débit

du gaz, de déchargement de navire et de préservation du froid sont assurés. En provenance du Qatar, un troisième méthanier, le Maran Gas Asclepius, a par ailleurs déchargé 138 000 m<sup>3</sup> de GNL, mardi. Cela permettra de réaliser les tests de performance à pleine puissance d'émission du terminal. ■



---

VP10 - ENSEIGNEMENT  
SUPÉRIEUR, RECHERCHE,  
UNIVERSITÉS

---

---

## Un labo où universitaires et entreprises respirent une atmosphère de recherche

**P**AR LAURENT LEYS  
dunkerque@lavoixdunord.fr  
DUNKERQUE. Une cuve pour la fermentation du vin? Un sous-marin à la Jules Verne? Un caisson hyperbare pour réoxygéner le sang? Rien de tout cela, s'amuse Cécile Cœur, maître de conférences, et Thomas Fagniez, ingénieur d'études, au laboratoire de physico-chimie de l'atmosphère à l'Université du littoral Côte d'Opale (ULCO). Il s'agit de Charme, dont le nom fonctionne aussi bien en français («chambre atmosphérique pour l'étude de la réactivité et la métrologie de l'environnement») qu'en anglais («chamber for atmospheric reactivity and metrology of the environment»).

Cette chambre en acier inoxydable (4 mètres de long, 1,70 de diamètre, un peu plus de 9m<sup>3</sup>) sert à observer le comportement des polluants dans différentes conditions d'humidité, d'altitude, de pression, de température («De -20 à + 50 degrés», précise Cécile Cœur). Restent-ils stables? se dégradent-ils? disparaissent-ils? et si oui, où vont-ils? Pour coller au plus près de la réalité, quatre lampes au xénon diffusent une lumière semblable à celle du soleil. Le quartz des hublots préserve les rayons UV. But de ces expériences: mettre au point des appareils de détection des polluants atmosphériques. Charme comme les autres équipements (microscope électronique...) n'ont pas

vocation à rester entre les seules mains des spécialistes de l'ULCO - bien au contraire. Lors de l'inauguration, Patrice Vergriete, président de la communauté urbaine de Dunkerque, Paul Christophe, vice-président du conseil départemental, et Luc Johann, recteur de l'académie de Lille, ont insisté sur la vocation régionale, nationale et internationale de la plateforme Innovation et Recherche en Environnement (IRenE). Un «outil à disposition des compétences» pour accompagner les entreprises, renforcer l'attractivité du territoire et veiller à la préservation de l'environnement. ■



---

VP12 - RÉNOVATION  
URBAINE, LOGEMENT,  
INNOVATION NUMÉRIQUE...

---

## Développement urbain: la majorité propose, l'opposition s'interroge

Par [bruay@lavoixdunord.fr](mailto:bruay@lavoixdunord.fr) renovatrain houldain. Acronymes, désaccords et développement urbain. Tel fut le menu du conseil municipal, jeudi soir. Acronymes? PLU et PADD, pour commencer. En français, plan local d'urbanisme et projet d'aménagement et de développement durable. Le premier doit être modifié, le second en fait partie. Une tâche qui revient au bureau d'études Sagacités. Jeudi soir, une de ses architectes en a présenté les grandes lignes. Il s'agit de tracer le futur de la commune sur les dix ans à venir. Objectif? Développer le logement, anticiper l'arrivée du futur BHNS (bus à haut niveau de service), penser la reconversion des friches. La majorité municipale table sur la construction d'une petite trentaine de logements en lieu et place des dents creuses recensées, et soixante et onze à la

friche les Grands-Champs, en deux phases. Puis, dans un second temps, il s'agira de réfléchir à l'aménagement urbain du nord de la fosse 7. Le but? Renouer avec la démographie de 1999, soit 7766 habitants à l'horizon 2025, contre trois cents de moins actuellement. Voilà pour le développement urbain, place aux désaccords.

### Priorité au logement

Sur le fond, l'opposition ne dit pas encore non. Mais Édmond Szarzynski estime que ces modifications (PLU et PADD) ne sont pas si différentes de celles préconisées par l'ancienne majorité, dont il a fait partie jusqu'en 2014. Selon l'architecte, c'est pourtant le cas. Elle évoque une réglementation devenue plus stricte, le choix de concentrer son travail sur le logement et la prise en compte du

tracé du futur BHNS. Et Isabelle Levent de rappeler que du temps de l'ancienne majorité, l'étude avait été faite en anticipant l'arrivée d'un tram. De son côté, Marc Kopaczyk, l'ancien maire, se désole que ce plan n'ait pas été présenté à la population. Réponse de l'architecte: «Nous nous sommes mis d'accord avec le maire sur une présentation initiale en conseil municipal, avant de le dévoiler aux habitants.» «Là, oui, c'est plus clair, concède Marc Kopaczyk, avant de poursuivre: Il va pouvoir y avoir des amendements?» Ce sera possible. D'autant que la modification du PLU est loin d'être terminée. Tout comme la divergence de point de vue entre ancienne et actuelle majorité. La suite des délibérations dans une prochaine édition. ■



---

---

# VP13 - JEUNESSE ET SPORTS

---

---

## Piscine: la Région prend date

La Région des Hauts de France versera-t-elle, oui ou non, les 4,7 millions d'euros qu'espère le Pays noyonnais pour mener à bien son projet de Pôle aquatique? Le sujet a plané sur la visite à Noyon, hier après-midi, de Valérie Létard, la première vice-présidente (UDI) du conseil régional, notamment en charge des solidarités avec les territoires. Mais aucun engagement ni dans un sens, ni dans l'autre, n'est ressorti de la conférence de presse organisée dans la foulée. Car le but de l'élue était tout autre: dresser avec Patrick Deguise, le président de la communauté de communes, un premier inventaire des projets d'importance.

### «On n'attendait pas un oui ou un non»

L'examen du dossier du Pôle aquatique - qui pourrait justifier une subvention parmi les 325 millions d'euros prévus par la Région pour soutenir les projets locaux d'ici 2021 - viendra plus tard. «Il y a d'abord un travail préparatoire, pour lequel je fais le tour de tous les territoires de la grande région. Nous signerons ensuite des accords-cadre selon les priorités stratégiques souhaitées par l'ensemble des communautés de communes au sein de chacun d'eux», a souligné Valérie Létard. En clair: l'idée d'un Pôle aquatique de trois bassins (estimé à 16 millions d'euros) devra être défendue non pas seulement par le Pays noyonnais, mais

aussi par les collectivités voisines. «Je suis venue voir à quelle échelle les accords peuvent se faire, ajoutait la vice-présidente, quelles sont les ambitions communes». Patrick Deguise a, lui aussi, pris date: «Nous n'avons pas parlé uniquement du Pôle aquatique, mais aussi de la fin du contrat de redynamisation de site de la Défense (CRSD), du canal Seine Nord, du projet de groupes scolaires... Sur tous ces sujets, on n'attendait pas ce vendredi un oui ou un non, confie-t-il. C'était plutôt l'occasion de mettre en marche ce partenariat avec les services de la Région, pour les trois années qui viennent». Et qui passeront vite. Stéphane Le Barber ■



## Affaire du Grand Stade: la Métropole de Lille mise en examen

PAR BENJAMIN DUTHOIT et Julien Lecuyer (avec I. W.) [region@lavoixdunord.fr](mailto:region@lavoixdunord.fr) métropole lilloise. Coup de tonnerre dans l'affaire du Grand Stade de Villeneuve-d'Ascq. Comme révélé hier sur notre site, la MEL (Métropole européenne de Lille) a été mise en examen le 15 novembre, en tant que personne morale, par le juge Jean-Michel Gentil. La décision du juge fait suite à la plainte pour favoritisme déposée par Éric Darques en avril 2012. Pour le fondateur du FRICC, une association anti-corruption, le choix du groupe Eiffage pour la construction du Grand Stade serait entaché d'irrégularités. Tout tourne autour d'un rapport et du «lobbying» de deux élus. Le 1er février 2008, les élus choisissent le

groupe Eiffage sur la base d'un docu-

ment des services techniques. Or, un rapport identique avait été édité quelques jours auparavant, et classait cette fois Bouygues en tête. Que s'est-il passé? Dans l'intervalle, Henri Ségard, président d'un groupe d'élus indépendants, a argumenté pour Eiffage, dont le projet est pourtant plus cher de 108M€ que celui de Bouygues. Pour des motivations plus ou moins politiciennes, il a trouvé le soutien des autres présidents de groupe. Les deux rapports sont devenus depuis la pierre angulaire des plaintes d'Éric Darques pour faux et usage de faux, ainsi que pour favoritisme. Joseph Breham, son avocat, s'est contenté hier de se féliciter de cette nouvelle étape vers un éventuel procès. Il entend néanmoins que le juge Gentil aille plus loin: «Après les

lampistes, il faut désormais que les corrompus et les corrupteurs soient inquiétés.» Florence Rault, avocate de la MEL, minimise la portée de cette mise en examen. «C'est un non-événement. Cette mesure technique ne veut pas dire que les faits sont établis. Beaucoup de mises en examen se terminent par un non-lieu, une relaxe ou une mise hors de cause.» Sur le fond, l'avocate est peu diserte. «Avant de me prononcer, je vais d'abord éplucher le dossier. (...) Pour l'instant, je ne vois pas où la MEL a commis une infraction.» Florence Rault n'écarte pas la possibilité de contester la mise en examen, au cours du délai légal de six mois. ■



## «Il y a des gens aux manettes»

Éric Darques, à l'origine de la plainte pour favoritisme, attend désormais que les donneurs d'ordre soient mis en examen. -Que représente pour vous cette mise en examen de la Métropole européenne de Lille? «C'est une mise en examen technique. Il y a des gens aux manettes. Ceux-là mêmes qui ont assisté au bureau du conseil de la communauté, le matin du 1er février 2008. Lors de cette réunion, tous les présidents de groupe étaient présents. Tous ont clairement entendu que le

directeur général des services avait demandé la modification du rapport qui donnait Bouygues vainqueur. Pour moi, ils devaient dénoncer un délit. Hélas, on ne prévoit pas de sanction pour non-dénonciation.» - Qui, parmi ces élus, pourrait être inquiété? «Martine Aubry, en tant que présidente de la communauté urbaine, a transmis un rapport modifié à la préfecture puis à un élu qui le demandait en juillet 2008. Elle a donc fait usage d'un faux. Or, si on se donne la peine de faire un faux, ce

n'est pas pour le plaisir. Il faut aussi s'interroger sur le rôle de lobbyistes d'Henri Ségard (président du groupe MCU qui a soutenu la proposition d'Eiffage) et Damien Castelain, son bras droit d'alors.» -Pour vous, les deux fonctionnaires mis en examen sont des «lampistes»? «Totalement, ils n'ont agi que sur ordre. Qui a commandé le faux? Si on a privilégié Eiffage contre toute logique économique, c'est qu'il y a favoritisme.» J. L. ■



---

---

# VP15 - SANTÉ

---

---

## Comment attirer les médecins dans les zones rurales?

**P**AR HÉLÈNE LANCIAL  
boulogne@lavoixdunord.fr  
BOULONNAIS. 1 Parler autrement du problème L'attrait des grandes villes, celui des régions plus ensoleillées, la peur d'être un médecin isolé des autres professionnels de santé, la crainte d'avoir des journées interminables. Les raisons du manque de médecins dans les zones rurales sont multiples et complexes. Une partie du Boulonnais n'est d'ailleurs pas épargnée puisque l'ARS indiquait en début d'année que le Desvres avait vu disparaître 25% de ses médecins depuis 2007. Mais «si l'on dit aux jeunes venez dans mon désert, c'est sûr qu'on ne risque pas de les attirer. Il faut bannir ce terme de nos discours», selon Brigitte Bourguignon. La députée de la 6e circonscription entend donc jouer la carte de la séduction, reste à savoir si ce sera suffi-

sant: «Il faut marteler et marteler que si l'on s'installe ici, on n'est pas au milieu d'un désert. Il y a l'autoroute, Paris, la Belgique, l'Angleterre à deux pas...» 2 Les Maisons de santé, la solution miracle? Le développement des Maisons de santé, pour en terminer avec l'exercice isolé des médecins, fait partie des mesures qui ont pour but de lutter contre la désertification médicale. Cinq d'entre elles ont été soutenues par l'ARS dans la 6e circonscription dont une à Marquise. Un projet est aussi en cours de réflexion à Desvres. «Mais il faut que les élus co-construisent ces projets de maisons de santé avec les professionnels du secteur. Si un maire décide dans son coin d'en créer une et de faire venir un médecin de je ne sais où qui repartera quelques mois plus tard, c'est totalement inefficace», insiste Cathe-

rine Génisson, sénatrice et par ailleurs médecin anesthésiste. Certains ont pointé du doigt le coût et les délais importants pour créer une telle structure là où un rapprochement entre deux ou trois professionnels suffirait. 3 Un statut intermédiaire? «Aujourd'hui, les médecins veulent savoir à quelle heure ils termineront leur journée, pouvoir aller chercher leurs enfants à l'école. Pourquoi ne pas créer un nouveau statut entre celui du salarié et du libéral qui interviendrait dans les structures du territoire, s'interroge ce jeune médecin de Pernes-en-Artois. Parce que quand on a un enfant qui a 39 de fièvre, on préférerait peut-être voir son médecin, mais on veut surtout voir un médecin.» ■



---

---

# POLITIQUE RÉGIONALE

---

---

---

## Frédéric Chéreau, la voix du PS au niveau régional

**H**auts-de-France. Il y a presque un an, devant la menace du Front national, le Parti socialiste se retirait au soir du premier tour des élections régionales. Et depuis un an, personne ne porte au niveau des Hauts-de-France la voix d'une formation désormais absente de l'hémicycle. Sachez donc qu'hier matin, Frédéric Chéreau (photo), maire de Douai, a été élu président d'un comité régional du PS. On sait qu'en début d'année, Pierre de Saintignon,

ex-tête de liste régionale, estimait avoir la légitimité pour incarner cette opposition PS non élue... tout comme Frédéric Cuvillier, chef de file dans le Pas-de-Calais, avec qui les relations n'ont pas affiché la plus grande sérénité. Un comité régional comprenant des membres des cinq fédérations (Nord, Pas-de-Calais, Aisne, Somme, Oise) s'est donc enfin réuni hier matin, à Bapaume. C'est Frédéric Chéreau, socialiste qui s'est tenu à l'écart des luttes intestines, élu ayant

gagné la mairie de Douai en 2014 alors que les vents étaient contraires, qui devient président de cette instance d'une cinquantaine de membres dont l'objectif s'annonce généraliste (prospective, mobilisation, coordination, etc.) mais dont une des missions sera bien de suivre au plus près les dossiers du conseil régional pour enfin préparer l'avenir. C. C. ■



---

---

# POLITIQUE NATIONALE

---

---

## Martine Aubry inaugure son «carrefour» avec priorité à gauche!

Par Hervé FAVRE  
hfavre@lavoixdunord.fr Bondy.  
Se réunir dans une ville en Seine-Saint-Denis, c'est tendance, se réunir dans une même salle entre représentants de l'ex gauche plurielle «rose, rouge, vert», ça l'est beaucoup moins en ces temps de dispersion façon puzzle. Martine Aubry et ses lieutenants Jean-Marc Germain et François Lamy l'ont pourtant fait hier à Bondy, avec le soutien de Christiane Taubira, première à l'applaudimètre. Objectif de ce «carrefour citoyen des gauches et de l'écologie»: contrer le discours de Manuel Valls sur les «deux gauches irréconciliables» et montrer que tout est encore possible à six mois de la présidentielle! Et surtout pour l'après 2017 si le PS retourne dans l'opposition et la gauche est à recomposer... «Je n'admets pas qu'on nous dise qu'il y a à gauche ceux qui veulent gouverner et ceux qui ne voudraient pas», a lancé Martine Aubry de retour dans le débat national. Oui mais voilà, elle n'avait

pas prévu que son ami Claude Bartolone arriverait à Bondy hier matin avec une proposition choc, «pas du tout dans l'esprit de la journée» comme on dit chez les aubrystes: appeler Manuel Valls à participer avec François Hollande à la primaire du PS et de ses partenaires: «S'ils se sentent et l'un et l'autre porteurs d'un projet pour la France,(...) autant qu'ils aillent à la primaire et que l'on puisse les voir se rassembler au second tour.» Manuel Valls, on le sait, a des fourmis dans les jambes et n'imagine pas être absent dans la campagne 2017. Claude Bartolone l'incite à franchir le Rubicon en affaiblissant un peu plus François Hollande à qui il ne pardonne pas des propos peu aimables à son endroit rapportés dans un livre de confidences. Martine Aubry n'a pas commenté cette sortie de Claude Bartolone qui a aussi beaucoup énervé les rares «hollandais» présents hier à Bondy. «Hollande et Valls ont gouverné ensemble, quel sens cela aurait de les opposer?» de-

mande Olivier Faure, porte parole du PS. Aucun des candidats déclarés à la primaire du PS n'avait été invité. Ceux qui attendaient de la maire de Lille un petit signal de soutien même entre les lignes à François Hollande sont repartis sur leur faim! Martine Aubry ne soutient à ce jour qu'une candidature, celle «des idées et des valeurs»... «Aujourd'hui, je ne sais pas pour qui je voterai», a-t-elle précisé à son arrivée. On sait en revanche pour qui elle ne voterait pas si d'aventure Manuel Valls suivait le conseil de Claude Bartolone! À défaut de prendre parti à gauche, Martine Aubry a sorti l'artillerie lourde contre François Fillon probable candidat de la droite: «Un homme profondément archaïque et réactionnaire(...) Un homme qui pense en 2016 que les femmes ne devraient pas pouvoir disposer librement de leur corps»... ■



## Valls : "Je prendrai ma décision en conscience"

**INTERVIEW - Face au "doute" et au "désarroi" qui minent la majorité, le Premier ministre Manuel Valls accentue la pression sur François Hollande. Il n'exclut plus désormais d'être candidat contre lui à la primaire de la gauche.**

Que signifient, selon vous, les résultats du premier tour de la primaire de la droite?

Cet exercice réussi montre qu'il y a une volonté forte de participation chez nos compatriotes. Ils veulent faire entendre leur voix. Ils veulent choisir. Ils refusent les schémas qu'on leur vendrait ou qu'on leur imposerait à l'avance.

Et la percée fulgurante de François Fillon?

Ce choix s'explique parce que François Fillon véhicule une image de sang-froid et de dignité. C'est le négatif de Nicolas Sarkozy. Il peut donc représenter un adversaire très sérieux pour la gauche. Elle devra dénoncer un programme ultralibéral et conservateur, dur avec les modestes, et généreux pour les plus riches, un programme brutal, étrié qui ne cherche pas à rassembler les Français.

Pourquoi les électeurs de droite ont-ils choisi le programme le plus radical?

Ils ont rejeté d'abord Nicolas Sarkozy et sanctionné sans doute les ambiguïtés d'Alain Juppé dans ses alliances. François Fillon propose un programme très daté, digne des années 1980, qui ne permettra aucun dépassement, aucune re-composition politique. Il rassemblera la droite et uniquement la droite alors que l'exigence aujourd'hui, face aux défis qui sont devant nous, montée du populisme et menace terroriste, c'est de rassembler les Français autour des valeurs de la République.

"Fillon, si c'est lui, sera un adversaire très sérieux pour la gauche"

Juppé aurait-il été un adversaire plus commode

pour la gauche?

Sortons de ces considérations! Je sais que certains espéraient une désignation de Sarkozy en pensant que sa personnalité et ses outrances susciteraient un rejet mécanique à gauche. D'autres pensaient que Juppé aurait du mal à tenir la distance dans une campagne électorale. Enfin, il y a ceux qui affirment que Fillon serait un meilleur adversaire. Fillon, si c'est lui, sera un adversaire très sérieux pour la gauche. Je veux insister sur cela : nous vivons dans un nouveau paysage politique marqué par le tripartisme : la droite, l'extrême droite et la gauche qui est fracturée. Face à une extrême droite très forte, les stratégies des uns et des autres, c'est d'espérer être présent au deuxième tour face au FN pour pouvoir l'emporter. Or, rien ne dit que Marine Le Pen ne peut pas l'emporter au deuxième tour. Je ne veux pas m'y résoudre. Si nous ne mettons

pas l'extrême droite sur la touche dès le premier tour, ce sera un big bang politique, aux conséquences lourdes pour la France.

"Je m'y prépare, j'y suis prêt"

Quelle conclusion tirer, pour la gauche, de ce résultat?

La droite choisit aujourd'hui son représentant. Une question va se poser très rapidement : quelle sera la première force à s'opposer à elle? Moi, je refuse que ce soit l'extrême droite, car pourra-t-elle défendre les classes populaires, les retraités, les fonctionnaires? Non! Je demande à tous les progressistes, à la gauche réformatrice et à toute la gauche, de se ressaisir. C'est pour cela que notre primaire ne doit pas se résumer à de petits calculs d'appareil. Elle doit donner un élan, de l'espoir. Il faut se préparer au face-à-face. Je m'y prépare, j'y suis prêt.

Dans ce contexte, la primaire de gauche doit-elle avoir lieu?

Après le succès de la primaire de 2011, après celui de la primaire de la droite et du centre, nous déciderions de nous passer de primaire? C'est impensable! Nous avons fait un choix, il faut le respecter. Aujourd'hui, c'est le jour de la droite. C'est aussi le jour du défi pour la gauche. Quel que soit le candidat de droite désigné dimanche soir, c'est une France plus dure, plus injuste qui se prépare. Je demande à la gauche et aux Français attachés à leur modèle social : voulez-vous la suppression de 500.000 fonctionnaires, la retraite à taux plein à 70 ans, les médicaments déremboursés, le mépris des syndicats? La France n'a pas besoin d'un électrochoc conservateur et libéral. Elle a besoin d'une belle alliance entre l'autorité républicaine et la justice sociale, que seule la gauche peut offrir.

La primaire de gauche ne risque-t-elle pas de faire pâle figure?

Pas si nous sommes capables collectivement de créer une dynamique, d'apporter du fond, une vision et de répondre à l'enjeu de l'incarnation. C'est le seul moyen de créer un engouement, de redonner de la fierté et de l'espoir. J'ai confiance en Jean-Christophe Cambadélis et dans le Parti socialiste pour l'organiser. Et j'appelle les millions d'électeurs de gauche à y participer.

Êtes-vous prêt à tendre la main à Emmanuel Macron, pour qu'il y participe?

[Sourire.] Oui, bien sûr. Les primaires, c'est moderne ; donc Emmanuel Macron devrait s'y inscrire! Je suis convaincu que ceux qui ont participé au gouvernement de la France depuis 2012, mais aussi avant, avec Lionel Jospin, forment le périmètre de la gauche réformatrice. J'avais déjà dit que ce qui nous sépare, avec Benoît Hamon, Arnaud Montebourg, Emmanuel Macron, est moins important que ce qui nous rassemble. Je le rappelle : nous pouvons être pulvérisés au soir du premier tour. Et ceux qui pensent qu'il y aurait un sursaut aux législatives, que comme par le passé nous pourrions revenir dans un cycle d'opposition, avec des victoires aux élections locales, pour l'emporter en 2022, se trompent. La gauche peut mourir... La primaire est là pour trancher et nous permettre de gagner.

"La loyauté n'exclut pas la franchise"

Jean-Luc Mélenchon?

C'est d'abord une main tendue à tous les électeurs de gauche et ensuite à tous les responsables de la gauche. Je suis lucide, je connais déjà, pour certains, leur

réponse. Mais là, l'enjeu est grand, c'est de la France dont nous parlons. La gauche doit se réconcilier avec elle-même pour pouvoir se réconcilier avec les Français.



*par Anna Cabana, Hervé Gattegno, David Revault*



## macron séduit sans convaincre forcément

**D**es personnes curieuses ou exaspérées par le paysage politique actuel, mais pas encore totalement convaincues. C'était le profil type du public d'Emmanuel Macron, hier à la librairie Martelle, dans la longue file des personnes voulant une dédicace de son livre Révolution. «J'étais jobertiste (ndlr: du nom de cet ancien ministre de Georges Pompidou et de François Mitterrand qui, dans les années 70, se voulait déjà ni de droite ni de gauche mais «ailleurs»), il y a une similitude. Il veut que les gens se prennent en charge. Il ne pense pas à la prochaine élection, il a une vision à long terme, c'est ce qui compte pour l'avenir de mes petits-enfants», explique Marie-France, 72 ans, de Villers-Bretonneux. «J'étais jobertiste, il y a une similitude. Il veut que les gens se prennent en charge.» Marie-France, 72 ans «Il ne passera pas cette fois-ci mais il creuse un sillon», ajoute Jacques, 69 ans, de Bertangles, édu-

cateur retraité. Gill, 43 ans, taiwanaise et française, enseignante (en chinois) et autoentrepreneur (traductrice) s'interroge sur «notre merveilleux pays»: «Il y a beaucoup de projets, beaucoup de talents mais beaucoup de blocages et trop de charges. Alors ça n'avance pas», résume-t-elle.

### «En plus il est beau!»

Jean, 77 ans, Lillois et Amiénois, toute une vie professionnelle dans le textile résume: «J'hésite entre lui et Fillon, on peut rêver d'un tandem à deux. Ni gauche, ni droite, ça m'intéresse, je suis écœuré des partis actuels mais il ne faudra pas de l'eau tiède pour nettoyer le pays.» Quelques jeunes sont également venus rencontrer l'ancien ministre: «Il véhicule un message d'espérance, il peut faire bouger les jeunes qui ne bougent pas», explique Florian, adhérent d'En Marche. «Et puis, il est

beau!», coupe Fatma, 23 ans, étudiante en droit, les yeux pétillants et les cheveux pieusement couverts. Sous le charme également, Pauline et Solène, 18 ans, étudiante en droit: «Ses idées sont nouvelles, il a du talent, il est intelligent, il apporte un souffle nouveau.» Puis, après un temps de réflexion: «Peut-être qu'il décoinçera le système pour qu'on ait un meilleur avenir professionnel.» Marielle, 51 ans, enseignante, venue des environs de Péronne est la seule à se dire de gauche: «J'ai voté Hollande en 2012; pour 2017 je ne sais pas. Je veux voir ce qu'il a dans le ventre. Je n'aime pas le ni droite ni gauchemais on voit bien qu'il faut que ça bouge», reconnaît-elle. Virginie, 45 ans, fonctionnaire territoriale de «sensibilité écolo» se dit «sceptique»: «La droite veut baisser le nombre de fonctionnaires, ça m'inquiète fortement. Mais lui, il faut qu'il réussisse à me convaincre.» Benoît delespierre ■



## La recette du bœuf à la broche

**P**as facile de voler la vedette à Jacky Lebrun le truculent patron de la CCI-Picardie... Même quand on s'appelle Emmanuel Macron. Hier, l'ex-ministre devenu candidat à la présidence de la République est venu remettre au premier, la cravate de commandeur de la Légion d'honneur. Le point d'orgue d'une journée amiénoise pour Emmanuel Macron qui s'est achevée au Carré de la République à Amiens, où lui et son ami Jacky Lebrun, étaient les hôtes de Xavier Bertrand. Tous trois rassemblés, le temps d'une cérémonie autour d'une même valeur: le travail. La star du jour en a fait le fil conducteur de sa vie. Fils de cordonnier devenu

boucher, patron de la CCI de l'Oise puis de la Picardie, infatigable défenseur de cet apprentissage qui lui permit d'endosser à l'âge de 14 ans, le tablier blanc. Valeur travail encore pour Emmanuel Macron qui a rappelé dans un panégyrique qui aurait aussi bien pu être un discours de campagne, combien il est important que les jeunes puissent avoir leur chance de s'émanciper dans le travail. Dans la salle, une sacrée brochette de rubans bleus et rouges, un ambassadeur, deux ministres en exercice, trois ex-ministres, des hauts fonctionnaires, des députés, des élus locaux, l'ex-patron national de la CGPME, d'innombrables chefs

d'entreprise... Emmanuel Macron, ni de gauche ni de droite mais un peu avec les milieux économiques, s'y est déplacé comme un poisson dans l'eau. Lui, qui aura au passage et au même titre que Xavier Bertrand, pris une belle leçon de politique en écoutant Jacky Lebrun évoquer ses souvenirs: «Avec le syndicat des bouchers, on en a fait gagner beaucoup des campagnes électorales. En faisant des bœufs à la broche. Ça coûte moins cher que les affiches et on fait manger à l'œil 1200 personnes!» PH. FLUCKIGER ■



---

## Benjamin Vanardois, nouveau relais dunkerquois d'Emmanuel Macron

**D**UNKERQUE. C'est pour «reprendre goût à la politique et sortir des traditionnels carcans des partis» que Benjamin Vanardois a accepté de devenir animateur d'un comité dunkerquois d'Emmanuel Macron, candidat à l'élection présidentielle de 2017. À 32ans, il veut prolonger avec le Touquettois et son mouvement En Marche l'expérience vécue comme membre des cabinets

de Michel Delebarre (mairie de Dunkerque) et de Daniel Percheron (conseil régional): «Ils n'ont jamais fait preuve de sectarisme dans la façon de diriger leurs collectivités, ils étaient résolument progressistes pour leur territoire. J'ai la conviction de pouvoir retrouver ce mode de fonctionnement avec Emmanuel Macron, entre progressistes, de gauche, du centre et de droite.» Sans leader-

ship affiché dans le fonctionnement très «horizontal» du candidat Macron, Benjamin Vanardois est le deuxième animateur de comité dunkerquois, avec Joëlle Crockey (notre édition du 7 novembre): «Ce n'est pas incompatible, nous pouvons même être complémentaires», assure-t-il. ■



LAURENT WAUQUIEZ, PRÉSIDENT DES RÉPUBLICAINS

**« Pour réussir l'unité, il faudra faire des gestes »**

Il espère rester à la tête du parti au lendemain de la primaire. Et presse le candidat élu ce soir de « rassembler ».

**La primaire s'achève. Etes-vous satisfait ?**

La primaire est incontestablement une réussite, même si je regrette certains moments de tension. Au début de la semaine, des lignes rouges ont été franchies. Quand à l'intérieur de notre propre famille politique, on emploie les mêmes mots que les socialistes, on donne des armes à la gauche. Je suis reconnaissant aux deux candidats d'avoir corrigé lors du débat. En tant que président du parti, j'ai l'obsession du jour d'après. Le but, c'est la construction de l'alternance.

**A quoi doit ressembler ce « jour d'après » ?**

Les derniers scrutins doivent nous vacciner contre toute arrogance. Malgré le quinquennat apocalyptique de François Hollande, il y a toujours une gauche en France. En dépit des divisions du FN, Marine Le Pen exerce une vraie force d'attraction. Le candidat qui sera élu aura donc une lourde responsabilité : celle de réussir l'unité. Je serai à ses côtés dans ce travail de rassemblement, mais il faudra faire des gestes : à l'égard de son adversaire du second tour, et à l'égard des électeurs qui ont soutenu Nicolas Sarkozy.

**Comment expliquez-vous l'élimination de Sarkozy ?**

C'est simple, même si c'est injuste, et lui-même l'explique très bien : les

Français ont considéré qu'on ne redonne pas sa chance à quelqu'un qui a été président de la République. Dimanche soir, j'étais l'un de ceux qui étaient auprès de lui au moment des résultats. Sa réaction a forcé le respect et doit nous guider pour la suite.

**Peut-être n'aurait-il pas perdu s'il avait eu cette hauteur de vue pendant la campagne...**

Une campagne a toujours sa dramaturgie et ses excès. Je suis fier de m'être engagé avec lui.

**Ne faut-il cependant pas exercer un droit d'inventaire du sarkozysme ?**

Je l'ai déjà fait après 2012. Quand je dis qu'il faut une droite qui en dit moins et qui en fait plus, c'est le bilan que j'en tire pour nous tous.

**Cela vous choque-t-il que de nombreux électeurs de gauche aient participé à cette primaire ?**

Voter, ce n'est pas comme aller au supermarché. Ce n'est pas une combine. Ce doit être un acte qui engage, qu'on fait avec ses tripes et ses valeurs. Ce n'est pas voter juste pour éliminer des candidats tout en n'ayant aucune envie d'une alternance à droite.

**Les électeurs n'ont pas le droit d'être cyniques ?**

Je trouve déjà les politiques trop cyniques. Je préfère quand les électeurs sont meilleurs que nous ! [Rire.]

**Cette primaire a-t-elle changé la droite ?**

La défaite de Sarkozy marque un vrai tournant. Il y a peu de gens qui ont marqué d'une empreinte aussi forte la vie politique française. La droite des années 1990 était une droite qui s'excusait, et qui, pour se faire aimer, croyait qu'il fallait être... un peu de gauche. Sarkozy nous a libérés de cela. Il a permis à ma génération d'assumer ses valeurs. C'est un apport fondamental et je resterai fidèle à cet héritage.

**vous voulez être l'héritier du sarkozysme ?**

Je veux lui être fidèle. D'ailleurs, au premier tour de la primaire, deux tiers des électeurs se sont prononcés pour une ligne de droite assumée : celle de Sarkozy et celle de Fillon. Les Français n'attendent pas une droite qui parle moins fort. Mais attention : le chemin est encore long et il y aura beaucoup de caricatures, on l'a vu entre les deux tours. Il faudra donc rassembler et veiller à expliquer que les plus riches ne seront pas les seuls bénéficiaires de notre programme. La droite doit être capable de s'adresser aux classes moyennes.

**Doit-on comprendre que vous vous proposez de parler aux**

## classes moyennes pour le compte du vainqueur de la primaire ?

... [Sourire.]

### Xavier Bertrand tient un discours assez semblable...

Tant mieux. C'est un projet que je porte depuis quasiment dix ans. Mais il ne faut pas se tromper : ce n'est pas avec une droite plus molle qu'on défendra les classes moyennes. C'est une des grandes leçons de la primaire : les Français ne votent pas pour l'immobilisme.

### Les statuts du parti prévoient que le vainqueur de la primaire choisit la nouvelle direction du parti. vous avez soutenu Sarkozy. Souhaitez-vous rester présidentes Républicains ?

J'aime ce que je fais. Un parti, c'est très beau.

Beau ?

## ENCADRÉS DE L'ARTICLE

Voir des gens d'horizons très différents unis par la même vision de la France, c'est profondément touchant. Mais ma force c'est ma liberté. Je ne cherche pas de poste gouvernemental en 2017. Je ne suis pas là pour faire des petites négociations d'arrière-boutique.

### Avez-vous sous-estimé Fillon ?

Tout le monde l'a sous-estimé. Ce qui a été récompensé chez lui, c'est sa constance et l'absence d'embardees. J'ai aussi du respect pour Juppé, qui ne s'est pas dérobé. Il a assumé sa ligne politique, et ses positions ont permis un vrai débat sur ce que voulaient la droite et le centre pour l'avenir. Le résultat du premier tour est sans ambiguïté.

### Cela montre que vos électeurs ne veulent pas d'une « droite Juppé » ?

Les électeurs veulent une droite qui fasse vraiment le travail. Il va falloir que Manuel Valls comprenne qu'il

n'a plus en face de lui une droite qui va se laisser imposer la dictature de la pensée de la gauche. Ce temps-là est révolu. Fini, M. Valls, la droite qui s'excuse ! ■



Laurent Wauquiez, jeudi, dans le jardin de l'Assemblée nationale, à Paris. BERNARD BISSON POUR LE JDD

par Anna Cabana Christine Ollivier

« Il ne faut pas se tromper : ce n'est pas avec une droite plus molle qu'on défendra les classes moyennes »



---

---

# VIE DES RÉGIONS

---

---

## Révolution ferroviaire en France, la Normandie reprend la gestion de lignes nationales

La région a commandé 40 trains Intercités à l'entreprise canadienne bombardier

L'air de rien, il s'agit d'une date dans l'histoire du rail français. Jeudi 24 novembre, Hervé Morin, président (UDI) de la région Normandie, a signé, au centre de maintenance de Sotteville-lès-Rouen (Seine-Maritime), l'acquisition, par l'intermédiaire de la SNCF, de 40 trains à l'industriel canadien Bombardier. Ces matériels remplaceront, à compter du 1er janvier 2020, les vieux Corail à bout de force, qui desservent les lignes Paris-Caen-Cherbourg et Paris-Rouen-Le Havre.

Jusque-là, rien que de très banal. Sauf qu'à y regarder de plus près, c'est la première fois, depuis la nationalisation des chemins de fer, en 1937, qu'une entité régionale prend en charge la gestion de lignes nationales. Ces liaisons, appelées dans le jargon ferroviaire les "trains d'équilibre du territoire" (TET) ou "Intercités", étaient jusqu'ici sous la tutelle exclusive de l'Etat.

Cette nouvelle phase de la décentralisation ferroviaire consiste en un accord donnant-donnant entre la région normande et l'Etat. D'un côté, le ministère des transports prend en charge l'investissement de 720 millions d'euros qui comprend le renouvellement des trains, l'adaptation de l'infrastructure et la maintenance. De l'autre, la région se substitue à l'Etat en devenant autorité organisatrice de ces lignes, dont elle confie l'exploitation à la SNCF.

M. Morin veut croire que la gestion

régionale sera plus efficace que la nationale. "C'est la fin d'un cauchemar dont les Normands ne voyaient pas le bout. La qualité de service s'était dégradée d'année en année. L'Etat, qu'il penche à droite ou à gauche, s'est révélé incapable de gérer ces trains. La Normandie était en avance avec le turbotrain jusque dans les années 1970, l'essor du TGV nous a fait reculer."

Les 30 000 Normands qui empruntent quotidiennement ces lignes pour aller travailler en région parisienne verront, dans un peu plus de trois ans, une nette différence avec les trains actuels, à la réputation épouvantable (ils doivent parfois s'arrêter à une gare intermédiaire pour cause de panne de toilettes).

Les nouvelles rames à deux niveaux sont des Omneo Premium, le nec plus ultra du catalogue de Bombardier dans cette catégorie. Extralarges, ils peuvent transporter 860 personnes à chaque voyage. Ils offrent tout le confort d'un TGV au goût du jour : atmosphère feutrée, prises de courant, liseuses personnelles, Wi-Fi à bord. Le tout, à une vitesse de pointe honorable de 200 kilomètres par heure.

L'emploi est français

Si le fournisseur est étranger, l'emploi est français. Les rames sortiront de l'usine Bombardier de Crespin (Nord), près de Valenciennes, premier site ferroviaire hexagonal. Le contrat donnera du travail pendant quatorze mois aux 2 000 salariés, dont 500 cadres et ingénieurs, soit 50 % de la charge maximale de

l'usine. La Normandie n'est pas non plus oubliée. L'atelier de Sotteville, près de Rouen, devient centre de maintenance de référence, après 40 millions d'euros de travaux. Une frayeur, quelques semaines avant la finalisation du contrat, a failli transformer l'opération en un drôle de fiasco. Compte tenu du gabarit très large des nouveaux trains, il n'était pas certain que les rames pourraient se croiser sans se toucher gare Saint-Lazare. Les tests réalisés par la SNCF ont permis à tous les intervenants de souffler. Moyennant quelques aménagements, pour éviter que les wagons ne se frottent dans les courbes à l'abord des quais, cela passe tout juste.

Le secrétaire d'Etat chargé des transports, Alain Vidalies, avait signé, sous la houlette de son premier ministre, Manuel Valls, le principe de la régionalisation avec les Normands en juin. Depuis, l'innovation a fait des émules et les discussions Etat-région sont en pleine effervescence. Le 17 novembre, le ministère a annoncé un nouvel accord pour la reprise par la région Grand-Est de trois lignes nationales : Reims-Dijon, Hirson-Metz et Paris-Troyes-Belfort. Pour cette dernière liaison, l'Etat a mis 275 millions d'euros sur la table pour l'achat de 19 rames neuves.

Éric Béziat ■

par Éric Béziat

